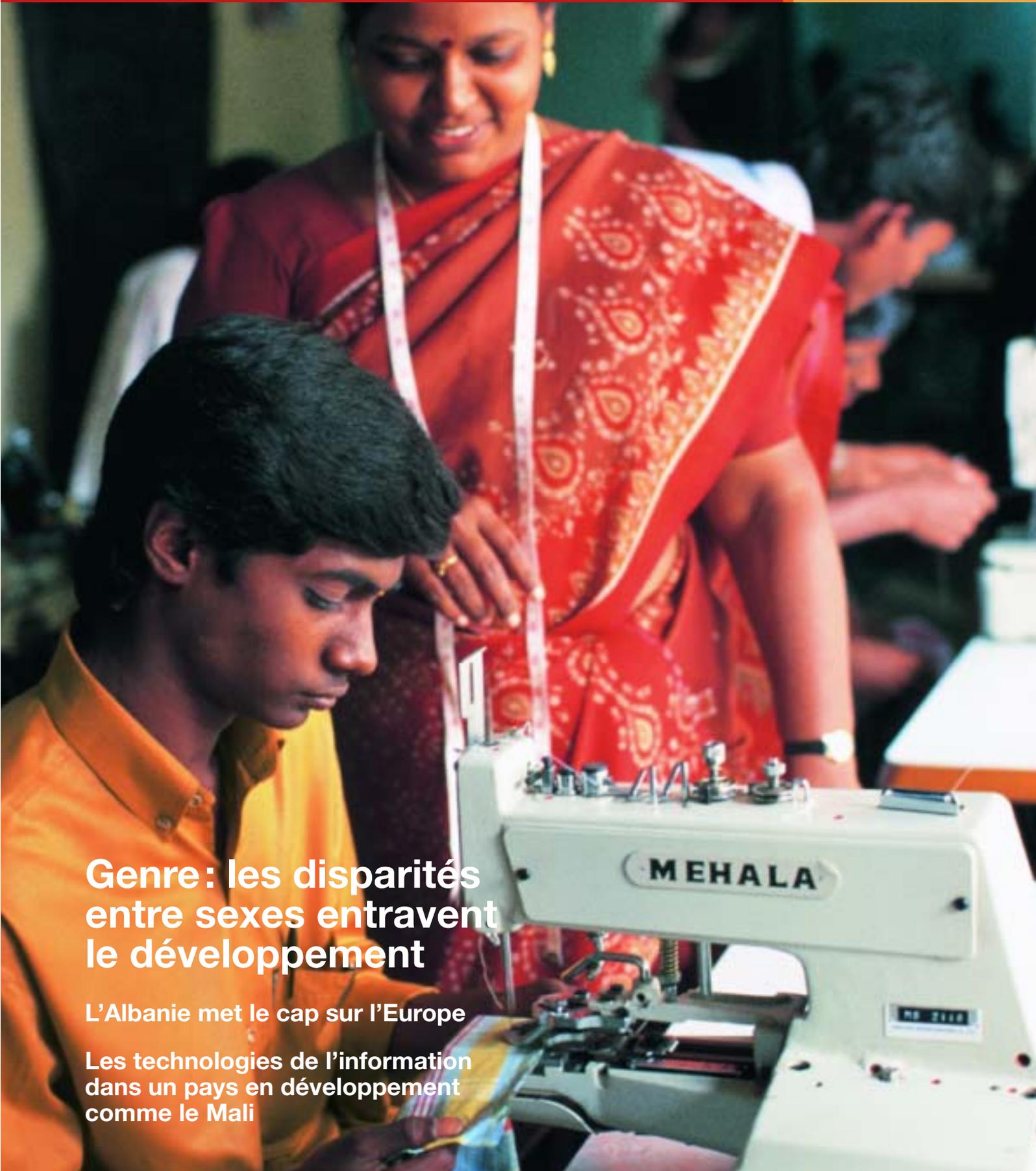


# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 2  
JUN 2003  
LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION

[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)



## Genre : les disparités entre sexes entravent le développement

L'Albanie met le cap sur l'Europe

Les technologies de l'information  
dans un pays en développement  
comme le Mali

## DOSSIER



### GENRE

#### Des lunettes pour voir les inégalités

Dans les pays du Sud et de l'Est, ce sont surtout les femmes qui portent le poids de la pauvreté, en raison notamment des inégalités fondées sur le sexe

6

#### Jamais avec ma fille

L'excision est un problème propre aux femmes, mais sa solution passe par un changement dans la société et dans la manière de penser des hommes

12

#### «Sans les femmes, le Sud ne s'en sortira pas»

Entretien avec Aster Zaoude, conseillère principale sur le genre au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

14

### Des routes pour l'avenir

La DDC soutient la construction de routes régionales au Népal, luttant ainsi contre l'isolement d'une majorité de la population

24

## FORUM



### Le salut du Mali passe-t-il par le cyberspace?

Un coup d'œil sur le fossé numérique

26

### Une idée profondément destructrice

La journaliste indienne Shoma Chaudhury évoque les conflits au sujet de l'eau dans son pays

29

# Sommaire

## HORIZONS



### ALBANIE

#### Un pays oublié lorgne vers l'Europe

L'Albanie entend intégrer rapidement le Vieux Continent, dont elle a été le parent pauvre durant plusieurs décennies

16

#### Gentille, aimable, secourable et maternelle...

Eglantina Gjermeni, de Tirana, décrit la situation des femmes en Albanie

20

## CULTURE



### J'existe, car tu existes

Réflexions sur l'interaction fascinante entre culture et développement

30

### L'Afrique sur les bords du Léman

Un quartier typiquement africain au Paléo Festival de Nyon

32

## DDC

### Ce long voyage jusqu'à 0,4 pour cent

Commentaire de Walter Fust, directeur de la DDC, sur le volume des dépenses publiques consacrées à la coopération au développement

21

### Aide juridique aux paysans kirghizes

Au Kirghizistan, un service de consultation juridique aide la population rurale à faire valoir ses droits

22

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que la sécurité humaine globale?	25
Service	33
Impressum	35

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



## Le phénomène

L'égalité des sexes s'applique à tous les domaines de la vie et de la société. Elle est inscrite dans le droit international. Certains États – dont de nombreux pays en développement, mais également la Suisse – ont même fait figurer ce principe dans leur Constitution, s'engageant à traiter les hommes et les femmes sur un pied d'égalité.

Et pourtant! Que ce soit au Nord ou au Sud, dans les pays en développement ou les pays industrialisés, dans les grandes puissances ou les petits États, les disparités entre hommes et femmes perdurent. Elles n'ont été abolies par aucune culture, aucune société, quel que soit son niveau de développement. Et elles ne s'arrêtent en tout cas pas aux frontières nationales. Le phénomène sévit partout dans le monde. Aster Zaoude, conseillère principale sur le genre au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le dit tout net: «Aucun pays ne peut prétendre avoir atteint une égalité parfaite.» Et la Suisse ne fait pas exception: à travail égal, les femmes sont toujours moins bien payées que les hommes, comme le prouvent régulièrement leurs revendications salariales dans divers secteurs; le pouvoir, qu'il soit politique ou économique, est toujours largement aux mains des hommes.

En fait, on n'a commencé que récemment à accorder toute l'attention nécessaire au thème du genre, centré sur le déséquilibre entre les sexes. D'ailleurs, cet intérêt ne signifie de loin pas que les choses sont en train de changer, car il faudra beaucoup de temps pour que les structures sociales évoluent. Pour reprendre encore une citation de l'Éthiopienne Aster Zaoude: «Il ne suffit pas

de reconnaître que les femmes sont les plus démunies.» Lisez donc à ce propos notre dossier qui commence à la page 6.

La problématique de genre est ample et universelle, comme le prouve la lecture de ce numéro. Le thème du dossier se retrouve en effet dans presque toutes les autres rubriques. Ainsi, quand l'élite intellectuelle du Burundi – presque exclusivement masculine – fuit la guerre civile (Périscope, page 4), cela aggrave les lacunes en matière d'éducation, dont souffrent surtout les filles. En Albanie, les jeunes femmes sont éduquées de telle sorte «qu'elles acceptent sans réagir la discrimination entre les sexes, voire les sévices sexuels» (Horizons, page 20). Au Kirghizistan, des femmes doivent aller au tribunal pour récupérer des terres qui leur appartiennent (page 22). Quant aux Népalaises, elles sont parvenues à améliorer leur position dans la société en participant activement à la construction de routes (page 24).

Un mot encore au sujet de notre nouvelle politique en matière de genre, reformulée en 2002. Celle-ci vise à assurer «que toutes les interventions de la DDC donnent aux hommes et aux femmes la possibilité d'exercer leurs droits et que les deux sexes bénéficient équitablement du développement».

*Harry Sivec*

*Chef médias et communication DDC*

*(De l'allemand)*

## Du riz incroyablement résistant

(gn) Les paysans de l'Inde ont développé au cours des siècles des espèces de riz qui atteignent presque deux mètres de hauteur. Ces anciennes variétés résistent à des inondations de deux semaines, alors qu'un riz ordinaire meurt après deux ou trois jours passés sous l'eau. Le riz résistant aux inondations figure parmi les quelque 1500 variétés traditionnelles que l'organisation non gouvernementale (ONG) Navdanya a répertoriées dans son registre des espèces locales. Depuis quinze ans, cette ONG collabore avec des paysans indiens en vue de perpétuer la biodiversité de la riziculture. Elle a créé au cours de cette période plus de 20 banques de semences dans neuf États du sous-continent. Les variétés particulièrement intéressantes sont celles dont les caractéristiques leur permettent de prospérer dans des conditions hostiles. Ainsi, dans le seul État du Bengale occidental, Navdanya a dénombré 78 sortes de riz résistant à la sécheresse. Elle en a également recensé 54 dans l'Uttaranchal, 40 au Kerala et même quelques-unes en Orissa, un État frappé par des famines récurrentes. Par ailleurs, il existe au Bengale occidental trois espèces de riz qui se développent très bien sur des sols dont la salinité atteint 14 pour cent.



Axel Krause / laif



Robert Huber / Lookat

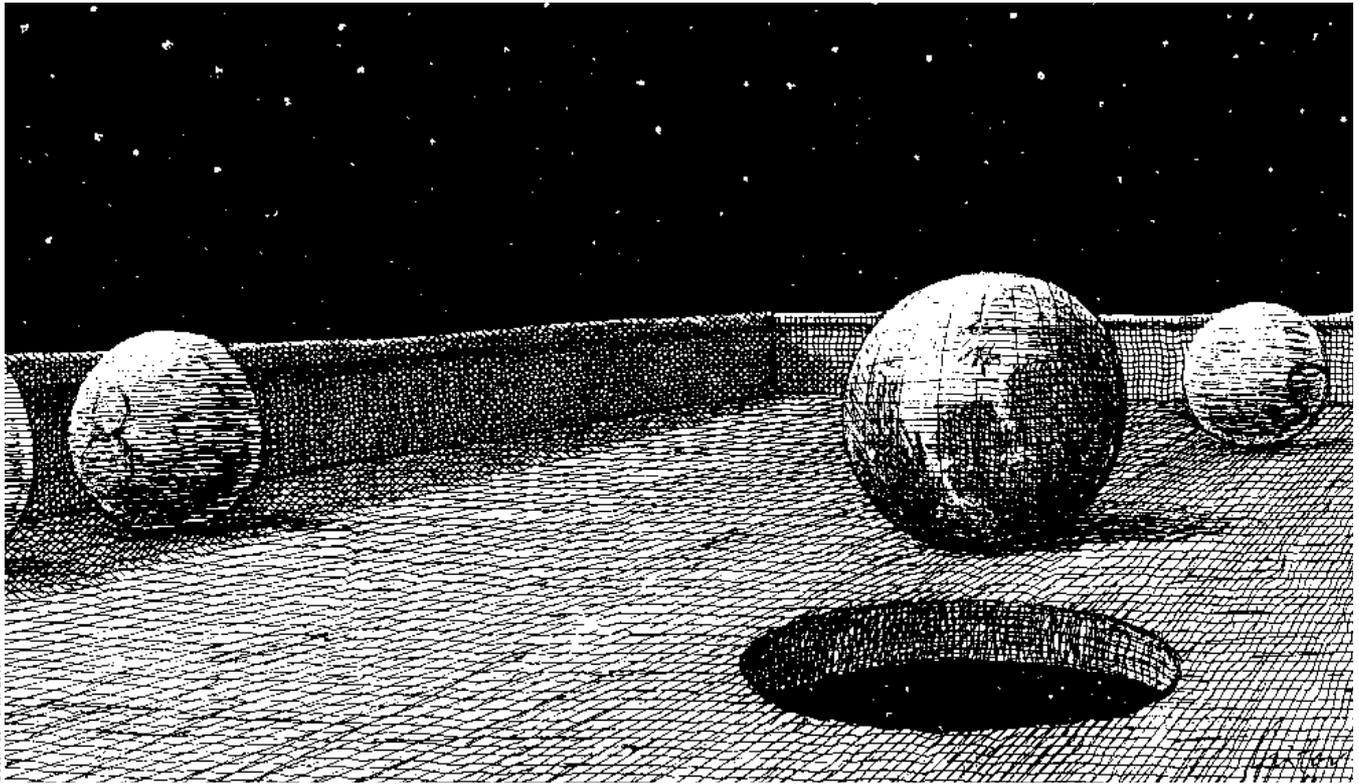
## Petits ménages gaspilleurs

(bf) La croissance démographique effrénée dans les pays pauvres n'est pas la seule cause du gaspillage des ressources naturelles. La réduction de la taille des ménages y contribue également. La multiplication de logements comprenant toujours moins d'individus a des incidences directes sur la consommation d'énergie. C'est ce qu'ont démontré des chercheurs de l'Université du Michigan. En Chine, par exemple, la population de la réserve naturelle de Wolong consomme plus de bois qu'auparavant pour la cuisine et le chauffage. Le phénomène de déforestation s'en est trouvé aggravé, ce qui réduit l'habitat naturel du panda géant, menacé de disparition. Mais la Chine n'est qu'un cas parmi beaucoup d'autres, comme cela ressort également de l'étude américaine. C'est précisément dans les pays comptant beaucoup d'espèces animales et végétales menacées que le nombre de ménages est en train d'augmenter rapidement. Sur la base d'une recherche effectuée dans 76 pays, les scien-

tifiques prévoient par exemple qu'au cours des treize prochaines années, il y aura entre 400 000 et 1,4 million de foyers supplémentaires rien qu'en Italie, au Portugal, en Espagne et en Grèce.

## Le Burundi boudé par sa diaspora

(jls) Fuyant la guerre civile qui sévit au Burundi depuis dix ans, de nombreux intellectuels et professionnels très qualifiés se sont installés dans des pays occidentaux. Cet exode des cerveaux déstabilise de nombreux secteurs, et en particulier l'enseignement. Selon Didace Nimpagaritse, recteur de l'Université du Burundi, certaines facultés ont déjà perdu 40 pour cent de leurs professeurs. Pour combler le vide, le ministère de l'éducation nationale recourt à des professeurs visiteurs. En outre, il compte sur un projet du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui invite les expatriés à entreprendre des missions de courte durée dans leur pays d'origine, afin de contribuer à la formation de nouveaux cadres. Hélas, les appels à la diaspora ont rencontré



Dessin de Mariell Luber

## Trou noir

peu d'échos jusqu'ici. En 2002, une vingtaine de candidats seulement se sont dit prêts à mettre temporairement leurs compétences au service du Burundi.

### Victoire de la « Belle de Guinée »

(jls) En Guinée, la production de pommes de terre s'est longtemps heurtée à la concurrence de tubercules européens, surtout hollandais, vendus à bas prix

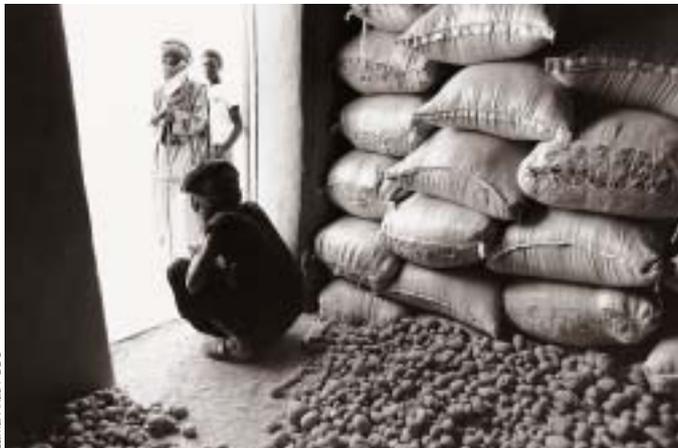
sur les marchés locaux. De 1991 à 1998, les paysans du Fouta Djallon (Moyenne Guinée) faisaient chaque année le siège du gouvernement pour obtenir le blocage des importations entre février et juin, période durant laquelle la « Belle de Guinée » est commercialisée. Aujourd'hui, les cultivateurs n'ont plus besoin de la protection de l'État. Grâce à des formations et à l'appui de techniciens, ils ont appris à

mieux maîtriser les méthodes de production et de conservation, de manière à limiter au maximum l'utilisation d'intrants chimiques. En quatre ans, leurs rendements ont été multipliés par six. Une filière de commercialisation s'est mise en place. Et les consommateurs préfèrent désormais la pomme de terre guinéenne à ses rivales venues du Nord.

### Prolifération de chacals

(jls) Après avoir été dans les années 90 le théâtre de combats entre les rebelles touaregs et l'armée gouvernementale, la zone montagneuse de Tabelot, au Niger, est aujourd'hui envahie par des milliers de chacals. Ceux-ci ont proliféré durant la rébellion, profitant notamment du fait qu'aucune campagne d'éradication n'était alors organisée. Du coup, le carnassier ne se contente plus de ses proies habituelles telles que lièvres, écureuils

ou gazelles. Il décime les troupeaux de moutons et de chèvres, qui sont le plus souvent gardés par des fillettes de moins de dix ans, voire laissés en divagation. L'an dernier, les éleveurs de Tabelot ont déposé des appâts empoisonnés à la strychnine, tuant plus de 600 chacals. Mais l'administration nigérienne désapprouve de telles opérations. Elle rappelle que la chasse de la faune sauvage est réglementée par la loi et met en garde contre les risques liés à l'utilisation d'un poison aussi dangereux : en se décomposant, les cadavres peuvent contaminer l'eau, les plantes et tous les maillons de la chaîne alimentaire ; d'autre part, la strychnine peut tuer des charognards utiles, comme les corbeaux et les vautours.



Zaher Aheri / DDC

# Des lunettes pour voir



DOSSIER

Inde

Malgré les progrès enregistrés ces dernières décennies, les femmes sont toujours victimes de profondes discriminations à travers le monde. Dans les pays du Sud et de l'Est, ce sont surtout elles qui portent le poids de la pauvreté. Les agences de coopération s'emploient à réduire les inégalités fondées sur le sexe, car celles-ci font obstacle au développement. De Jane-Lise Schneeberger.

# les inégalités



Mark Edwards / Still Pictures

Dans les pays du Sud, et notamment dans les zones rurales, les femmes se lèvent à l'aube et se couchent tard sans avoir eu un seul moment de répit dans la journée. Elles parcourent de longues distances pour aller puiser de l'eau ou ramasser du bois, elles préparent les repas, s'occupent des enfants, soignent les parents âgés... Outre ces tâches domestiques, certaines cultivent les champs de leur mari en plus

de leur propre champ destiné à la subsistance de la famille. D'autres s'occupent du petit bétail ou exercent des activités dans le secteur informel. Enfin, la plupart fournissent un travail au service de la communauté, se chargeant par exemple de la gestion collective de l'eau. En Europe de l'Est, dans une économie en crise, ce sont elles qui se débrouillent pour assurer la survie de la famille. Dans presque tous les pays, les femmes ont une charge de travail supérieure à celle des hommes. Mais c'est en Asie et en Afrique que l'écart est le plus marqué: leur semaine de labeur compte en moyenne 13 heures de plus que celle des hommes.

## Féminisation de la pauvreté

L'apport des femmes au développement économique et social est considérable. Pourtant, il ne figure pas dans les comptabilités nationales, du fait que les deux tiers au moins de ces activités ne sont pas rémunérées. Quant à la partie « visible » du travail féminin, il n'est pas reconnu non plus à sa juste valeur, puisque les femmes gagnent moins qu'un homme pour une prestation égale, et cela dans la totalité des pays.

Selon des estimations, les femmes représentent 70 pour cent du 1,2 milliard de personnes vivant aujourd'hui dans la pauvreté absolue. Outre la sous-évaluation de leur travail, d'autres formes de discrimination concourent à cette pauvreté. Leur accès aux ressources est souvent limité par des normes sociales ou culturelles. Ainsi, dans bien des pays, seuls les hommes ont le droit de posséder la terre. Les femmes ne peuvent ni l'acheter, ni en hériter. En cas de divorce ou de veuvage, elles tombent dans la précarité. Dépourvues de titres de propriété qui pourraient servir de caution, elles ne peuvent pas non plus obtenir un crédit bancaire.

## Scolariser les filles pour changer la société

Les inégalités entre sexes persistent également dans de nombreux autres domaines. Bien que des progrès aient été enregistrés depuis 1960 au niveau de la scolarisation de base, deux tiers des 880 millions d'analphabètes sont encore des femmes. Or, l'accès des filles à l'éducation peut être un véritable levier du développement, remarque Chrystel Ferret, responsable de l'unité « genre » à la DDC: « Il a été démontré qu'en assurant aux filles un minimum de 3 à 4 ans d'école primaire, on enclenche un cycle susceptible de changer la vie d'une société. Une femme éduquée saura donner à ses enfants une nourriture équilibrée, elle les fera vacciner, les enverra à l'école; elle-même sera plus autonome, plus respectée; elle osera prendre des décisions concernant sa sexualité ou la planification des naissances. »

## Peu de coordinatrices

La DDC ne se contente pas de promouvoir l'égalité des sexes dans ses pays partenaires. Elle veille aussi à intégrer ce principe dans ses propres structures. Dès 1997, la représentation paritaire des hommes et des femmes a été un de ses objectifs fondamentaux. À fin 2002, cette parité était pratiquement acquise, avec 51% de collaborateurs et 49% de collaboratrices. Ventilée par fonctions, la statistique des effectifs montre toutefois que les femmes sont encore sous-représentées parmi les cadres. À la centrale, on compte 25% de femmes à la direction et 15% parmi les chefs de section. Sur le terrain, la fonction de coordinateur/trice reste un bastion masculin: sur 35 bureaux de coopération, 5 seulement sont dirigés par une femme, ce qui représente un taux de 14%.

« Des progrès importants ont été réalisés sur le plan structurel, mais le processus de la prise de conscience prend du temps », commente Elisabeth von Capeller, déléguée à l'égalité des chances de la DDC. « La culture interne est restée plutôt masculine. N'oublions pas qu'à l'origine, la coopération technique ne comprenait presque que des hommes. »



## Sénégal

### Bilan de l'approche intégrée

Le *gender mainstreaming*, en français l'approche intégrée de l'égalité, est mis en œuvre depuis plus d'une décennie. Pour dresser un bilan et tirer les leçons des expériences réalisées au niveau suisse et international, la DDC organise une conférence vendredi 20 juin à Berne, avec la participation de Micheline Calmy-Rey, cheffe du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Les participants entendront notamment Carolyn Hannan Anderson, responsable de la Division de l'ONU pour la promotion de la femme, et Patricia Schulz, directrice du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes.

Un demi-million de femmes meurent chaque année durant la grossesse ou l'accouchement. Et l'épidémie de sida touche une proportion croissante de femmes, du fait que dans la plupart des sociétés, elles n'ont pas le pouvoir de refuser des relations sexuelles ou de négocier l'usage du préservatif.

Les plus pauvres, qui dépendent économiquement de leur mari, sont en outre particulièrement exposées aux mauvais traitements. Si la violence domestique est elle aussi un fléau planétaire, elle peut aller jusqu'au meurtre socialement toléré dans certains pays. En Inde, il arrive que des maris tuent leurs jeunes épouses dont ils jugent la dot insuffisante; et quatorze pays connaissent la pratique des «crimes d'honneur», commis sur des femmes soupçonnées d'adultère ou d'une quelconque désobéissance. La liste des brutalités ne s'arrête pas là. Dans sa Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, adoptée en 1993, l'ONU ajoute le viol, les sévices sexuels, les mutilations génitales, la traite des femmes, la prostitution forcée, le harcèlement sexuel, l'intimidation au travail, la violence psychologique, etc.

### Développement au masculin

Les disparités ne nuisent pas seulement aux femmes. Elles ont un impact négatif sur la société



## Colombie

toute entière et entravent le développement. Pourtant, il n'y a guère plus de 25 ans que les politiques de développement se préoccupent des femmes. L'aide fournie par le Nord a longtemps ignoré la division sexuelle du travail, ce qui a conduit à de nombreux échecs.



Jörg Böhling / agenda

Inde



Jörg Böhling / agenda

Inde

Ce fut le cas notamment pour plusieurs projets de mécanisation agricole, réalisés en Afrique occidentale à la fin des années 70. Dans le but d'augmenter les rendements et la productivité, il avait été décidé de doubler les surfaces agricoles et d'initier les hommes à l'utilisation de tracteurs fournis par la coopération. Quelques années plus tard, le bilan était catastrophique: les conditions de vie des familles s'étaient détériorées, la mortalité infantile et la malnutrition avaient augmenté, tandis que les rendements stagnaient. À l'origine de ce gâchis, un oubli de taille: les planificateurs n'avaient pas tenu compte du fait que le sarclage et le désherbage étaient assumés par les femmes. Vu le doublement des surfaces, ces dernières ont dû travailler davantage dans le champ de leur mari. Cela ne leur laissait

plus assez de temps pour s'occuper des enfants, des tâches domestiques et pour cultiver leur champ personnel.

### Prise de conscience internationale

Cette « invisibilité » des femmes dans le développement a pris fin lorsque les mouvements féministes sont parvenus à susciter un processus de prise de conscience au niveau international. En 1975, l'ONU a organisé à Mexico la première conférence mondiale sur les femmes et lancé la Décennie de la femme. C'est à cette époque que l'on a réalisé les premières études et statistiques ventilées par sexe. Elles ont montré que les conditions de vie des femmes s'étaient globalement détériorées malgré les efforts de développement.

Différentes approches ont alors été élaborées dans le but d'intégrer les femmes au développement. Les agences de coopération ont mis sur pied des projets spécifiquement destinés aux femmes. Elles ont notamment soutenu de très nombreuses « activités génératrices de revenus », finançant par exemple des ateliers de couture ou de poterie, des moulins à grains, des fumoirs à poisson... Un accent particulier a été mis sur les établissements de micro-crédit, grâce auxquels les femmes ont pu acquérir des équipements agricoles ou lancer une petite entreprise.



Isabelle Estiraghi / Agence Vu

## Afghanistan

### L'égalité stimule la croissance

Les pays qui défendent les droits de la femme sont largement récompensés. De nombreuses études ont déjà prouvé qu'ils voient baisser les taux de fécondité, de malnutrition et de mortalité infantile. Mais la réduction des inégalités dans des domaines tels que l'éducation, l'emploi et les droits de propriété présente également d'autres avantages: prévalence plus faible du sida, corruption moins répandue, productivité accrue de l'économie et croissance plus rapide. C'est ce que montre le rapport de la Banque mondiale *Engendering Development* (Stimuler le développement par l'égalité entre hommes et femmes). En Afrique, par exemple, si les femmes rurales avaient plus facilement accès aux ressources productives, y compris à l'éducation, à la terre et aux engrais, l'augmentation de la productivité agricole pourrait atteindre jusqu'à 20 pour cent. «*Engendering Development – Through Gender Equality in Rights, Resources, and Voice*», World Bank and Oxford University Press, 2001

Ces projets, axés sur la productivité, ont toutefois soulevé un certain nombre de critiques. En effet, s'ils ont contribué à améliorer le revenu familial, ils ont aussi alourdi considérablement la charge de travail des femmes, constate Chrystel Ferret. «De plus, ces activités ne remettent pas en cause la subordination des femmes, qui n'obtiennent pas pour autant le droit de participer aux décisions. D'ailleurs, il n'est pas rare que le micro-crédit obtenu par l'épouse soit contrôlé par le mari.»

### Le sexe social

Au début des années 90, une nouvelle stratégie est apparue. Elle se fonde sur l'égalité homme-femme ou égalité de «genre», selon une terminologie utilisée initialement par les chercheurs anglo-saxons. Contrairement au mot «sexe» qui définit des différences biologiques, le terme anglais de *gender* se réfère aux rapports sociaux entre les sexes; il permet de montrer que les inégalités ne sont pas immuables, car les rôles attribués aux hommes et aux femmes dans la société changent sous l'influence de facteurs économiques, culturels, sociaux, religieux ou politiques. Dans l'approche par le genre, il n'est plus question de «promouvoir» la femme, mais de transformer les structures sociales qui perpétuent sa subordination. Et cette tâche incombe tant aux hommes qu'aux femmes. Toute action de développement doit être précédée par une analyse déterminée selon le genre, ce qui revient à examiner les rôles, les responsabilités et les besoins propres à chacun des sexes. Le principe de *gender mainstreaming* est au cœur de

cette approche. Il suppose l'intégration systématique de la dimension genre dans tous les programmes et politiques. La quatrième conférence mondiale sur les femmes, en 1995 à Beijing, a fait de cette stratégie intégrée une de ses priorités. Depuis, la notion de *mainstreaming* s'est répandue dans les administrations du monde entier. Élisabeth Thioléron, du Comité d'aide au développement de l'OCDE, souligne que la prise en compte du genre est un processus très complexe pour les agences bilatérales et multilatérales de coopération: «Sous l'impulsion de sa hiérarchie, l'institution doit d'abord être convaincue du bien-fondé de cette approche, qui va souvent de pair avec une politique favorisant l'égalité des chances sur le plan interne. Elle doit aussi engager des experts ou des consultants capables de réaliser les analyses nécessaires, et intégrer la dimension genre dans sa politique de développement ainsi que dans ses projets sur le terrain. Tout cela demande énormément de moyens financiers et humains. De nombreux progrès ont été réalisés par les agences de coopération ces dernières années, mais il reste encore beaucoup à faire.»

### Souplesse dans la mise en œuvre

La DDC a reformulé fin 2002 sa politique en matière de genre, qui datait de 1993. Le but de cette nouvelle stratégie est d'assurer «que toutes les interventions de la DDC donnent aux hommes et aux femmes la possibilité d'exercer leurs droits et que les deux sexes bénéficient équitablement du développement». Comme par le passé, la DDC se montre extrême-



Jörg Böhling / agenda

## Népal

ment pragmatique dans la mise en œuvre. Chrystel Ferret explique ce choix : « Il faut rester dans le domaine du possible et s'adapter au contexte. Certaines sociétés traditionalistes ne comprennent pas notre concept d'égalité. C'est pourquoi nous faisons comprendre à nos partenaires que l'égalité des sexes favorise le développement. Mais nous les laissons déterminer eux-mêmes la manière d'intégrer cette notion dans les projets. »

Un exemple, venu de Bolivie : dans le cadre du processus de décentralisation, les communautés rurales sont appelées à se réunir pour formuler leurs priorités budgétaires. Financé par la DDC, un projet appuie cet exercice de démocratie municipale, qui requiert bien entendu la participation des deux sexes. Or, les femmes n'osaient pas prendre la parole lors des réunions du syndicat paysan, à majorité masculine. Elles ont donc proposé de tenir des assemblées séparées. Ainsi, elles ont la possibilité d'exprimer leur point de vue, qui est ensuite transmis aux dirigeants du syndicat.

### Qui fait quoi ?

Principe-clé de la nouvelle politique, l'analyse de genre est désormais obligatoire à la DDC : « Il n'y a aucun contexte dans lequel on ne puisse pas demander quels sont les rôles et les besoins des deux sexes au sein du ménage et de la communauté », assure Mme Ferret. Cette lecture « avec des lunettes genre » permet de vérifier l'impact d'un projet sur les hommes et les femmes, de déceler les inégalités et d'identifier les moyens d'y remédier. Bien souvent, il s'avère nécessaire d'envisager des actions spécifiques dans le but de transformer les

relations de genre. De telles mesures s'adressent généralement aux femmes, mais pas exclusivement. À titre d'exemple, la DDC soutient un projet de lutte contre la violence conjugale au Tadjikistan, qui implique les hommes auteurs de violences, les services sociaux, la police ainsi que les belles-mères, lesquelles cautionnent traditionnellement le comportement de leur fils violent.

On le voit, l'approche « genre » n'a pas sonné le glas des projets destinés aux femmes. Elle admet au contraire que ceux-ci resteront indispensables aussi longtemps que les femmes seront défavorisées. Et le combat est loin d'être gagné, à en croire Élisabeth Thioléron : « L'égalité de genre implique une révolution, un bouleversement de la société basé sur de nouvelles relations entre hommes et femmes. Cela pourrait bien prendre encore quelques décennies. » ■

### Petits pas après Beijing

La quatrième conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing en 1995, a reconnu la nécessité de restructurer profondément la société pour faire progresser l'égalité des sexes. Les 189 pays membres des Nations Unies ont adopté un plan d'action qui fixe des objectifs dans douze domaines critiques où subsistent encore des obstacles fondamentaux. Ils se sont engagés à élaborer des stratégies nationales visant à éliminer les disparités entre hommes et femmes. Cinq ans après, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) a mesuré les progrès accomplis dans ces domaines. Seuls huit pays avaient alors réalisé simultanément trois des objectifs fixés à Beijing : égalité des sexes dans l'enseignement secondaire, au moins 30 pour cent de sièges parlementaires détenus par des femmes et environ 50 pour cent des emplois rémunérés occupés par des femmes dans l'industrie et les services.

# Jamais avec ma fille

Chaque jour, environ 6000 fillettes ou jeunes filles sont excisées. En Afrique, de plus en plus de femmes s'opposent à cette pratique ancestrale qui consiste à mutiler les organes génitaux féminins. Même si l'excision est un problème propre aux femmes, on ne le résoudra qu'à travers une transformation de la société. Cela suppose un changement de mentalité des hommes. De Maria Roselli.

## Interventions le plus souvent sans anesthésie

La notion de «mutilation génitale féminine» (circoncision des femmes) recouvre toutes les interventions incluant l'ablation partielle ou totale des organes génitaux externes de la femme. L'excision est pratiquée le plus souvent sans anesthésie, au moyen de couteaux, de morceaux de verre ou de lames de rasoir. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) en distingue quatre types différents :

- excision du prépuce, avec ou sans excision partielle ou totale du clitoris ;
- excision du clitoris, avec excision partielle ou totale des petites lèvres externes ;
- excision du clitoris et des petites lèvres internes ; l'orifice vaginal est ensuite suturé pour ne laisser passer que les urines et le sang menstruel (infibulation) ;
- diverses interventions de nature mal définie dans la zone génitale et le périnée.

«Quand je demande aux femmes pourquoi elles font exciser leurs filles, elles me répondent qu'il en a toujours été ainsi, que nos mères sont passées par là et qu'il ne peut en être autrement pour nos filles», raconte Rokia Sanogo, une pharmacologue de 39 ans, qui lutte contre l'excision au Mali. Environ 94 pour cent des femmes de son pays sont excisées. Cette spécialiste des relations de genre ajoute : «Il n'y a pas si longtemps que l'excision est remise en question dans la population. Peu à peu, on commence à la considérer comme une horrible agression, qu'il s'agit de combattre. Pour beaucoup, les mutilations génitales féminines relevaient jusqu'ici tout simplement de la tradition.» La lutte contre l'excision à l'échelle mondiale ne date pas d'hier, mais son histoire est jalonnée d'échecs. Dans les années 20, les missionnaires blancs avaient déjà dénoncé cette pratique et tenté de la combattre. Perçu par nombre d'Africaines et d'Africains comme une tentative de pression coloniale, leur combat a toutefois engendré de telles réactions qu'il a indirectement contribué à amplifier le phénomène. Il en fut de même dans les années 60, lorsque les féministes blanches ont fait valoir leur point de vue d'Occidentales pour condamner une pratique visant à empêcher les femmes de choisir leur sexualité. «C'est seulement lorsque des femmes africaines ont commencé à s'organiser et à nouer des contacts

à l'étranger que nous avons enregistré les premiers succès dans la lutte contre l'excision», explique Mme Sanogo. L'expérience malienne montre bien que seules des initiatives locales, menées avec les personnes concernées, débouchent sur des résultats probants.

## Pas de solution sans les hommes

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la planète compte environ 130 millions de femmes excisées. Chaque année, 2 millions de jeunes filles viennent grossir ce nombre. L'ablation du clitoris, et celle des petites lèvres selon les coutumes, est surtout pratiquée en Afrique subsaharienne, mais aussi dans certaines minorités culturelles du Yémen, d'Indonésie et d'Inde.

Les mutilations sexuelles peuvent avoir de terribles conséquences physiques et psychologiques. Les complications vont de graves problèmes durant l'accouchement jusqu'à la mort, en passant par la stérilité et des douleurs lors des rapports sexuels (lire texte en marge, page 13).

«L'excision est certes un problème propre aux femmes. Cependant, nous ne pourrions pas le résoudre sans une transformation de la société, ce qui suppose également un changement de mentalité chez les hommes», constate Rokia Sanogo, qui traite cette problématique depuis des années. C'est

## Taux d'excision dans les pays partenaires de la DDC

Érythrée	95%
Mali	94%
Sierra Leone	90%
Soudan	89%
Éthiopie	85%
Burkina Faso	72%
Tchad	60%
Liberia	60%
Bénin	50%
Tanzanie	18%
Nigeria	5%

L'excision ne se pratique pas au Mozambique, à Madagascar, au Rwanda, en Afrique du Sud et en Angola.



Cordula Kopke / agenda



Des actions de sensibilisation visent à changer le regard que la société porte sur l'excision. Elles se déroulent notamment sous la forme de campagnes d'information comme en Gambie (page 12) ou de théâtres de rue comme au Soudan (ci-dessus).

pourquoi il faut non seulement travailler avec les femmes concernées, mais également rechercher les différents moyens de toucher l'ensemble de la communauté.

Les campagnes d'information doivent viser spécifiquement les filles. Mais il importe de s'adresser aussi à leurs mères, à leurs pères et à tout le village. Si une jeune fille refuse l'excision à titre individuel, elle risque l'exclusion sociale. Pour amener les hommes à revoir leur manière de penser, des actions de sensibilisation et d'information doivent être menées auprès des politiciens et des chefs religieux. La sensibilisation des femmes, en revanche, passe par le biais de l'éducation à la santé.

Rokia Sanogo travaille depuis plus d'une année avec un groupe de sages-femmes et d'exciseuses de la région de Kadiolo, dans le sud du Mali. Elle leur explique les problèmes dont peuvent souffrir les femmes excisées au moment de l'accouchement et leur apprend à utiliser les méthodes traditionnelles africaines pour soulager les parturientes. «Nous voulons montrer aux exciseuses les conséquences désastreuses que peuvent avoir leurs interventions et les convaincre ainsi de choisir un autre métier», explique Mme Sanogo. Cette approche n'est toutefois pas suffisante. En effet, tant que la demande existera, les exciseuses se sentiront confortées dans

leur rôle social et continueront de pratiquer des interventions.

### Les risques de l'illégalité

La DDC lutte contre l'excision depuis le milieu des années 90. Maya Tissafi, chargée des questions de genre, explique les raisons de cet engagement: «La mutilation des organes sexuels féminins constitue une atteinte évidente aux droits humains, notamment le droit à l'intégrité physique et à l'autodétermination. De plus, elle a de graves conséquences pour la santé.»

Rokia Sanogo, qui collabore à un projet de la DDC dans la région de Kadiolo, constate déjà des changements encourageants. Les informations relatives à la santé ont eu un effet dissuasif sur les mères. À ses yeux, il est cependant trop tôt pour que le Mali interdise officiellement l'excision. Tant que le phénomène demeure aussi répandu, une interdiction ne ferait que le repousser dans l'illégalité. Et la situation deviendrait incontrôlable. «Nous voulons d'abord faire évoluer les mentalités, susciter un changement. La loi pourra se révéler utile par la suite, lorsqu'elle correspondra à notre nouvelle réalité», conclut la Malienne avec pragmatisme. ■

(De l'allemand)

### De l'état de choc à la stérilité

L'âge auquel les filles sont soumises à l'excision varie d'un pays à l'autre. Au Mali, il arrive de plus en plus souvent que cette intervention soit effectuée sur des nourrissons avant leur quatrième jour. Mais généralement, elle se pratique entre la quatrième et la douzième année. L'excision entraîne très fréquemment des complications. À court terme, celles-ci comprennent: fortes douleurs, état de choc, hémorragie, rétention urinaire et suppurations dans la zone génitale. Hémorragie et infections peuvent être mortelles. À long terme, les séquelles sont plus pernicieuses encore: kystes, abcès, prolifération de tissus cicatriciels, lésions de l'urètre, rapports sexuels extrêmement douloureux, infection des voies urinaires, stérilité et problèmes graves lors de l'accouchement.

# « Sans les femmes, le Sud ne s'en sortira pas »

Le droit international garantit l'égalité entre les sexes dans tous les domaines. Mais les lois et coutumes nationales sont encore loin d'avoir intégré ce principe. Aster Zaoude, conseillère principale sur le genre au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), évoque la situation des femmes, en particulier dans les pays du Sud. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.



**Aster Zaoude**, de nationalité éthiopienne, a étudié le droit international à la Sorbonne, à Paris. Dans son pays, elle a dirigé la division chargée des organisations féminines au ministère du développement urbain. En 1982, la Commission des Nations Unies pour l'Afrique lui a confié la responsabilité d'un programme de développement Sud-Sud. Puis Aster Zaoude a été engagée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), à New York, pour gérer les programmes de développement dans les pays de la région soudano-sahélienne, affectés par la sécheresse. À partir de 1985, elle a passé quinze ans au service du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), occupant différentes fonctions, dont celle de directrice des programmes pour l'ouest, le centre et le nord de l'Afrique. De retour au PNUD en 2000, elle assume la fonction de conseillère principale sur les questions de genre.



Bangladesh

**Un seul monde : Au Nord, certains droits des femmes sont toujours bafoués, mais c'est au Sud qu'on rencontre les discriminations sexistes les plus profondes. Y a-t-il un lien entre pauvreté et inégalités ?**

**Aster Zaoude :** L'inégalité entre hommes et femmes est un phénomène commun au Nord et au Sud. Aucun pays ne peut prétendre avoir atteint une égalité parfaite, bien que certains aient fait d'énormes progrès en termes de droits économiques, politiques et sociaux des femmes. La pauvreté limite l'accès des femmes aux ressources, à l'éducation, à la santé et au pouvoir de décision. La combinaison des discriminations entre les sexes, les classes sociales et les races fait que les femmes sont

confrontées à plusieurs formes d'exclusion. C'est le cas en particulier dans les pays pauvres.

**Dans quelle mesure les stratégies de lutte contre la pauvreté tiennent-elles compte du nombre disproportionné de femmes parmi les pauvres ?**

La féminisation de la pauvreté est de plus en plus reconnue par la communauté internationale. Les femmes possèdent très peu de terres, de revenus et de connaissances. Elles sont très faiblement représentées dans les parlements et instances de décision. Leurs choix sont limités. Les stratégies de lutte contre la pauvreté ont nettement évolué dans ce domaine. Mais il reste encore beaucoup à faire pour que la paupérisation des femmes soit docu-



Thomas Kern / Lookat

## Iran

mentée et intégrée dans les diagnostics de la pauvreté. Il ne suffit pas de reconnaître que les femmes sont les plus démunies, ni même d'admirer leur aptitude à trouver des solutions de survie. Il est nécessaire de développer des actions concrètes leur permettant d'assurer pleinement leur potentiel. Sans la contribution des femmes à l'économie de survie et, bien au-delà, à l'agriculture, à l'industrie, aux services et au secteur informel, les pays pauvres ne sortiront pas de leur situation.

**Les nombreux instruments de l'ONU sur les droits des femmes ont été approuvés par la quasi-totalité des pays. Or, de graves disparités subsistent. À quoi tient ce décalage ?**

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDF) est le texte qui a enregistré le plus grand nombre de signatures. Les États-Unis et la Somalie font partie de ceux qui n'y ont pas encore adhéré. D'autres instruments internationaux contiennent également des clauses visant un traitement égal entre les sexes. Aussi longtemps que l'adhésion des pays membres ne s'est pas traduite par un alignement des législations nationales sur tous les éléments du droit international, l'entrée en vigueur de ces textes n'est toutefois pas acquise. De nombreux pays signataires ont émis des réserves et d'autres opèrent sur la base de systèmes dont les plus traditionnels ne respectent pas le principe d'égalité. C'est le cas des droits islamiques, qui favorisent les garçons en matière d'héritage, ou des droits coutumiers qui ne prévoient pas l'accès des femmes à la terre.

**Un des Objectifs de développement pour le millénaire (ODM) porte sur l'égalité entre les sexes, mais il se limite à l'éducation et à la représentation parlementaire. Qu'en est-il des autres disparités ?**

Il est évident que ces deux cibles spécifiques ne donneront pas à elles seules une vue complète de la situation des femmes dans le monde. Elles sont

importantes, mais largement insuffisantes, d'autant qu'elles dépendent étroitement d'autres conditions qui marginalisent les femmes, comme la pauvreté. Une famille qui n'a pas les moyens d'éduquer tous ses enfants choisira de garder les filles à la maison pour les travaux ménagers. Par contre, il faut noter que les données concernant tous les autres ODM seront ventilées par sexe, ce qui permettra de mettre en évidence les disparités. Les premiers rapports nationaux ont montré, par exemple, que même si des progrès sont enregistrés dans la lutte contre le sida, les filles représentent une large majorité des nouvelles infections.

**Les organismes de coopération qui soutiennent une plus grande égalité sont souvent accusés de vouloir imposer des idées occidentales, contraires aux traditions locales. Que pensez-vous de ces critiques ?**

Les traditions ont une grande valeur pour la cohésion sociale et chacun doit les respecter. Cependant, certaines d'entre elles nuisent à l'être humain. C'est le cas de l'excision des filles, du mariage précoce, des violences conjugales ou de l'avortement des fœtus féminins dans certaines sociétés asiatiques. L'Occident a ses propres valeurs qu'il ne convient pas d'imposer à d'autres sociétés. Mais les traditions sont sujettes à changement et il est encourageant de voir que les femmes sont à l'avant-garde quand il s'agit de combattre des pratiques traditionnelles néfastes à leur santé. Dans des pays fortement islamisés comme le Sénégal, elles ont réussi à convaincre les chefs religieux et traditionnels que l'islam n'a jamais exigé l'excision des filles, que les filles du prophète Mahomet n'ont elles-mêmes pas été excisées et que c'était une tradition à abandonner. ■

**Le rêve de 2015**

Réunis en septembre 2000 à New York pour le Sommet du Millénaire, les dirigeants des 189 États membres des Nations Unies ont établi un agenda ambitieux visant à améliorer le sort de l'humanité. Ils ont adopté huit Objectifs de développement pour le millénaire (ODM), qui doivent être atteints d'ici 2015 :

- 1) Réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim.
- 2) Assurer l'éducation primaire pour tous.
- 3) Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
- 4) Réduire de deux tiers la mortalité infantile.
- 5) Améliorer la santé maternelle.
- 6) Combattre le sida, le paludisme et d'autres maladies.
- 7) Assurer un environnement durable.
- 8) Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Chacun de ces ODM est assorti de cibles chiffrées et de plusieurs indicateurs qui permettront de mesurer les progrès accomplis. Les niveaux enregistrés en 1990 serviront de point de comparaison. [www.un.org/millenniumgoals](http://www.un.org/millenniumgoals)



# Un pays oublié lorgne vers l'Europe

**Longtemps parent pauvre du Vieux Continent et incarnation de la brutale domination communiste, l'Albanie entend désormais intégrer rapidement l'Europe. Les fronts politiques se sont assouplis, la capitale Tirana s'épanouit, de nouveaux projets routiers doivent catapultier le pays dans l'ère moderne. D'Enver Robelli\*.**

La capitale albanaise prend des airs de métropole et se pare d'une urbanité de bon aloi. Sa splendeur récente rayonne bien au-delà des frontières nationales. L'écho en est parvenu jusqu'à Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, qui a récemment décerné un prix à Edi Rama, maire de Tirana. Cet homme de 37 ans a effectivement accompli là quelque chose de remarquable.

Mais reprenons dans l'ordre. À l'effondrement du régime communiste, il y a onze ans, Tirana devient un vaste bazar, dominé par un foisonnement confus de gros immeubles ostentatoires, de kiosques illégaux et de baraques à hot-dogs. Le parc de la ville ressemble à un terrain vague brunâtre. De mèche avec des politiciens corrompus, des hommes d'affaires véreux bâtissent tant et plus – sans permis de construire, bien entendu. La rivière Lana, située en plein

centre, menace de se transformer en fosse à purin. Plus de 100 000 véhicules enregistrés dans la capitale, pour la plupart des tas de ferraille importés de l'Ouest, engendrent des embouteillages chaotiques. À cela s'ajoute l'exode rural: des centaines de milliers de personnes quittent les régions pauvres du nord et déferlent sur Tirana, dont la population triple au cours des années 90 pour dépasser les 600 000 habitants.

Pas étonnant dans ces conditions qu'aux élections communales d'il y a deux ans, les politiciens intéressés par le poste de maire se comptaient sur les doigts d'une main. Edi Rama, sans appartenance politique, s'est porté candidat pour les socialistes au pouvoir. Et il a gagné contre le maire sortant, membre du Parti démocratique, une formation conservatrice. M. Rama n'avait pas grand-chose à voir avec



la politique, étant artiste peintre et sculpteur. Le nouveau maire a commencé par bouleverser l'administration municipale, il a engagé de jeunes diplômés de l'Université de Tirana et s'est immédiatement mis au travail. Appliquant le mot d'ordre «rendre la ville aux citoyens», il a fait raser des lotissements entiers de bâtiments construits illégalement. Des salons de jeux, des snack-bars, des hôtels

bon marché, des bars ont été démolis, et les monceaux d'ordures systématiquement évacués.

Grâce à cette politique radicale, Edi Rama a gagné la confiance des citoyens. Dans le cadre du projet «Clean & Green», les autorités ont fait disparaître toutes les baraques construites dans les parcs. Les espaces verts s'harmonisent parfaitement avec les ministères du centre, colorés en jaune et en rouge bordeaux. Et les façades des maisons qui bordent la vaste avenue menant à la ville portuaire de Durres ont été repeintes dans des tons vifs. Souvent, la couleur est différente d'un étage à l'autre... Hundertwasser à Tirana? «Non, c'est une idée du maire», répond un jeune architecte des autorités municipales.

### Les pyramides de la colère

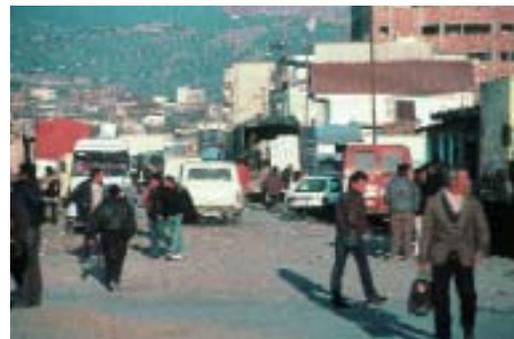
Il y a six ans encore, l'Europe occidentale recevait de l'Albanie de tout autres images, terrifiantes. Au printemps 1997, l'écroulement de pyramides financières frauduleuses a mené le pays au bord du gouffre. Cette crise a débouché sur de graves désordres, des dizaines de milliers de petits épargnants réclamant leur argent au gouvernement. L'ordre public a volé en éclats, des dépôts militaires ont été pris d'assaut et des pillards ont emporté des tonnes de munitions, des explosifs ainsi que 700 000 armes. Plus de 2000 personnes ont perdu la vie durant ces événements qui s'apparentaient à une guerre civile. L'autocrate Sali Berisha, chef de l'État, a été contraint de démissionner. Le pouvoir est passé à un



Wolfgang Huppertz / agenda



Jeecko Vassilev / Still Pictures



Judith Passow / Network / Lookat

## L'objet de tous les jours

### L'huile d'olive

« Les oliviers sont aussi vieux que notre pays », disent souvent les Albanais. Il paraît même que Skanderbeg, héros national entouré de légendes, aurait planté des oliviers au Moyen Âge. Jadis, les jeunes époux devaient également planter un olivier avant que les autorités n'enregistrent le mariage. Et au cours de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, alors que l'Albanie subissait le régime stalinien d'Enver Hoxha, les magasins ne vendaient que de l'huile d'olive. La soupe aux haricots est très répandue dans les Balkans; dans sa version albanaise, on la remet brièvement sur le feu avec quelques cuillerées d'huile d'olive avant de la servir. Cela lui donne un goût particulier et c'est très sain: des études ont montré que les habitants du sud de l'Albanie, où se trouvent les grandes oliveraies, ne connaissent pratiquement pas de problèmes cardio-vasculaires et jouissent de la plus grande longévité de tout le pourtour méditerranéen.

gouvernement de gauche, dominé par d'anciens communistes. Les années suivantes ont été marquées par de violentes luttes pour le pouvoir, une tentative de putsch et des attentats contre les opposants politiques. Puis sont venues, au printemps 1999, les répercussions de la guerre du Kosovo (plus d'un demi-million d'Albanais originaires de la province détruite ont trouvé refuge en Albanie). Le fier « pays des Aigles » semblait incapable de décoller et ne donnait lieu qu'à des titres négatifs: misère généralisée, structures étatiques faibles ou quasi inexistantes, policiers, douaniers et fonctionnaires corrompus, prostitution, contrebande, criminalité. Selon des experts albanais, un demi-million de personnes ont quitté le pays entre 1990 et 1998, ce qui est considérable pour une population de 3,2 millions d'âmes.

### Pressions européennes

Après que l'Union européenne (UE) et les États-Unis eurent mis fin aux conflits sanglants de l'ex-Yougoslavie, la pression s'est également accentuée sur l'Albanie, afin qu'elle remplisse enfin les conditions liées à l'intégration européenne. L'année dernière, Bruxelles a contraint Sali Berisha et le leader socialiste Fatos Nano à un compromis historique. Les deux adversaires irréductibles de la politique albanaise ont enterré la hache de guerre et un candidat indépendant, Alfred Moisiu, a été élu à la tête de l'État.

L'UE a considéré cette élection comme un témoignage de « maturité politique » de la part de l'Albanie. Sali Berisha a accepté la nomination de Fatos Nano au poste de premier ministre. L'Albanie vit depuis lors une période de trêve politique. Les deux anciens ennemis se partagent le gâteau, ce qui n'est pas précisément pour renforcer la démocratie. Mais cette forme de stabilité politique a momentanément ses avantages.

La corruption, plaie ancienne, n'est plus minimisée mais combattue, avec toutefois un succès limité. Des mesures énergiques ont été prises contre les réfugiés illégaux. Peu après son entrée en fonction, Fatos Nano a fait détruire plusieurs vedettes rapides au cours d'une opération très médiatisée. L'UE – sur-

tout l'Italie et la Grèce voisines – soutient les autorités albanaïses dans leur lutte contre l'immigration illégale en Italie, qui passe par le port de Vlora.

### Nouvelles routes

Le gouvernement lance de nouveaux projets de construction routière, afin que des autoroutes performantes relient ce petits pays balkanique aux régions avoisinantes. Un de ces axes, appelé Corridor 8, suit le tracé de la célèbre Via Egnatia, voie romaine destinée au trafic militaire et commercial. Il raccordera la ville portuaire bulgare de Varna au port albanaïse de Durres, en passant par Sofia et Skopje (Macédoine). Les travaux ont déjà commencé. La nouvelle artère pourrait stimuler l'économie albanaïse et améliorer les échanges avec la Grèce.

Autre projet caressé par le gouvernement albanaïse: une autoroute allant de Durres à Pristina (Kosovo) via Kukes, ville-frontière au nord de l'Albanie. Le gouvernement de Tirana a décidé de prélever un impôt spécial pour financer cette voie rapide. Les Albanais rejettent avec véhémence l'accusation émise par certains politiciens de Belgrade et de Skopje, selon lesquels ce projet serait le premier pas vers la réalisation d'une « Grande Albanie ».

L'UE vient de récompenser les modestes progrès accomplis par l'Albanie. Romano Prodi, président de la Commission européenne, s'est rendu fin janvier à Tirana pour signer avec le gouvernement albanaïse une convention instituant des négociations en vue d'un accord de stabilisation et d'association. À cette occasion, M. Prodi a tenu à rencontrer Edi Rama, le maire de Tirana. En découvrant le centre rénové, l'illustre visiteur venu de Bruxelles s'est montré visiblement charmé: « Tirana est devenu magnifique! », s'est-il exclamé. Pour Edi Rama, pareil éloge est une raison supplémentaire de briguer un nouveau mandat cet automne. ■

\* Enver Robelli est journaliste à la rubrique étrangère du « TagesAnzeiger » et voyage régulièrement dans les Balkans

(De l'allemand)

# L'Albanie et la Suisse

## De la formation professionnelle au déminage

(bf) La Suisse réalise des projets en Albanie depuis 1991, soit depuis le début de sa coopération avec des pays de l'Est. L'Albanie est devenue un pays prioritaire de la DDC en 1995, en même temps que la Bulgarie, la Roumanie et la Macédoine. Depuis 1997, la DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (seco) financent conjointement un bureau de coopération et d'aide humanitaire à Tirana. Celui-ci est doté d'un budget annuel d'environ 6 millions de francs et son programme actuel comprend une vingtaine de projets, petits ou moyens, dans les domaines suivants :

**Amélioration de la justice sociale :** Ce volet se concentre sur l'éducation des déshérités et sur des projets de santé publique. Il comprend un programme visant à l'intégration d'enfants et d'adolescents marginalisés, ainsi que la formation d'enseignants spécialisés, de sages-femmes et d'infirmières.

**Promotion des revenus et de l'emploi :** Une école professionnelle forme des mécaniciens auto, des électroniciens d'entretien, des mécaniciens agricoles, des électroniciens de réseau, etc. Des cours offerts à diverses professions ont pour but d'améliorer les chances de trouver un emploi. On encourage d'autre part la production et la commercialisation de

produits agricoles indigènes. Enfin, un système de crédit et d'épargne est mis en place dans le cadre d'un projet de la Banque mondiale.

**Bonne gestion des affaires publiques :** La Suisse appuie notamment la création d'un Parlement des jeunes, la formation de professionnels des médias, la modernisation des archives albanaises et la promotion de la recherche scientifique.

**Prévention et résolution des conflits :** Ces activités, réalisées par l'Aide humanitaire, comprennent un programme de déminage, la réintégration des réfugiés qui reviennent de Suisse, ainsi que la rénovation et le financement de dispensaires et de bâtiments scolaires.

L'engagement financier du seco est comparable à celui de la DDC. Il vise à soutenir des activités dans les domaines suivants : électricité, approvisionnement en eau, promotion des petites et moyennes entreprises (PME), aide à la balance des paiements, ainsi que divers projets relevant du Pacte de stabilité.

### Faits et chiffres

**Nom**  
République d'Albanie

**Capitale**  
Tirana,  
environ 600 000 habitants

**Superficie**  
28 748 km<sup>2</sup>

**Unité monétaire**  
Lek

**Population**  
3,4 millions d'habitants, dont :  
Albanais : 95%  
Grecs : 3%  
Macédoniens slaves et Sinti : groupes minoritaires

**Langues**  
Albanais  
Italien, anglais et français sont très répandus

**Religion**  
Musulmans : 70%  
Chrétiens orthodoxes : 20%  
Catholiques : 10%

**Principaux produits d'exportation**  
Textiles, cuir et articles en cuir, minerais

### Repères historiques

- 11<sup>e</sup> s. Première mention des habitants de Durres et des environs en tant que «Albanoi».
- 1389 Bataille du Champ des Merles contre le sultan Mourad 1<sup>er</sup>. Les Albanais sont dans le camp chrétien.
- 1501 Les Turcs conquièrent l'ensemble des territoires habités par les Albanais. Au cours de la domination ottomane qui dure plus de quatre siècles, beaucoup d'Albanais émigrent vers d'autres pays méditerranéens (la Toscane, par exemple, doit son nom au groupe ethnique des Tosques, originaires du sud de l'Albanie).
- 1908-1912 Au Kosovo, premiers soulèvements contre les Turcs, qui finissent par accorder l'autonomie aux Albanais.
- 1913 Les puissances européennes reconnaissent l'indépendance de l'Albanie.
- 1914 Le prince Guillaume de Wied est désigné comme souverain du pays, mais il quitte l'Albanie peu après le début de la Première Guerre mondiale.
- 1914-1918 L'Albanie est occupée par la Grèce, l'Italie, la Serbie, le Monténégro et l'Autriche.
- 1920 Un gouvernement est constitué au congrès de Lushnja. Tirana devient la capitale et l'Albanie est admise au sein de la Société des Nations.
- 1928 Le président Ahmed Zogu instaure un régime monarchique et se donne le titre de Zog 1<sup>er</sup>, roi des Albanais.
- 1941 Les Italiens créent une Grande Albanie qui englobe

- tous les territoires habités par des Albanais, dont le Kosovo (Kosova en albanais), la Macédoine occidentale et une partie du nord de la Grèce.
- 1943 L'Italie capitule. Des troupes allemandes occupent l'Albanie pour des raisons exclusivement stratégiques.
- 1946 Enver Hoxha, staliniste convaincu, proclame la République populaire d'Albanie.
- 1967 Plus de 2000 églises et mosquées sont fermées dans le premier État athée du monde.
- 1978 Après un différend avec la Chine, sa dernière alliée, l'Albanie se trouve entièrement isolée du reste du monde.
- 1985 Enver Hoxha meurt. Ramiz Alia lui succède.
- 1991 L'anarchie règne en Albanie. Le système multipartite est autorisé et les prisonniers politiques sont libérés.
- 1992 Le Parti démocratique remporte les élections. Sali Berisha devient président.
- 1997 La faillite des sociétés d'épargne en forme de pyramide provoque un scandale financier. Des victimes descendent dans la rue, exigeant la démission du président Berisha. Les troubles plongent le pays dans une situation de quasi-guerre civile. L'armée se dissout.
- 2001 Le Parti socialiste au pouvoir remporte les élections législatives contre le Parti démocratique.
- 2002 Le candidat de l'opposition Alfred Moisiu est élu à la présidence. Fatos Nano devient premier ministre.



## Gentille, aimable, secourable et maternelle...



**Eglantina Gjermeni**, 35 ans, est directrice du Centre des femmes de Tirana et professeure à la Faculté des sciences sociales de l'Université de Tirana. Après ses études aux États-Unis, elle est retournée dans son pays afin de combattre les inégalités dont sont victimes les Albanaises. Elle a notamment travaillé dans un centre de consultation pour femmes et jeunes filles victimes d'abus. Elle s'est spécialisée dans le traitement des traumatismes et dans les questions d'égalité entre les sexes. Aujourd'hui, Mme Gjermeni donne des conférences et anime des séminaires sur les questions de genre ou d'autres thèmes liés au travail social.

L'Albanie est confrontée à d'énormes problèmes sociaux, qui comprennent la pauvreté, le chômage, la violence domestique, mais aussi la traite des femmes et des filles. Une des causes de cette situation réside dans l'inégalité entre les sexes, qui commence peu après la conception: si une femme est enceinte, elle désire un fils. Par le passé, les femmes qui ne donnaient naissance qu'à des filles étaient méprisées ou punies, voire maltraitées, par les membres de leur famille.

Aujourd'hui encore, on entend des expressions telles que «Ma femme m'a fait cadeau d'un garçon» ou «Ma femme a mis au monde un fils pour moi». Maintenant que l'on dispose des instruments nécessaires pour connaître le sexe de l'enfant avant sa naissance, les hommes des campagnes sont les premiers à vouloir y recourir. Et il arrive assez souvent que la femme soit obligée d'avorter quand son mari apprend qu'elle porte un fœtus de sexe féminin. Il n'est d'ailleurs pas rare que les petites filles soient négligées dans les maternités des hôpitaux albanais, uniquement à cause de leur sexe.

Cette discrimination se poursuit à l'intérieur des familles, où elle est malheureusement perpétuée en grande partie par les mères: celles-ci n'enseignent les tâches ménagères qu'à leurs filles, tandis qu'elles encensent leurs fils et leur répètent qu'ils n'ont pas à accomplir des «travaux de femme». Les jeunes filles comprennent très vite qu'elles n'ont guère de valeur sans mari. Cela ressort notamment des vœux qui leur sont adressés: «J'espère que tu épouseras un homme gentil qui te rendra heureuse» ou «Je te

souhaite d'avoir la chance d'épouser un homme bon».

Les clichés et les attentes de la famille et de la société font bien sentir aux jeunes femmes qu'elles doivent se montrer gentilles, aimables, secourables et maternelles. Ces exigences influent bien entendu largement sur la structure de leur personnalité et sur leur tempérament, à tel point qu'elles acceptent sans réagir la discrimination entre les sexes, voire les sévices sexuels. Il n'est pas rare d'entendre les femmes prononcer de telles phrases: «C'est mon destin, je ne peux pas le changer», «On m'a mariée à cet homme, il peut faire de moi ce qu'il veut» ou «Je ne supporterais pas d'être stigmatisée par la société en tant que femme divorcée».

L'idée que les jeunes filles appartiennent, dès leur naissance, à leur père et, dès leur mariage, à leur époux engendre une telle soumission que les femmes et les filles se plient à toutes les exigences des proxénètes. Cela même lorsqu'elles sont dégradées au rang d'objets sexuels et victimes d'abus. Dans un livre consacré à la condition des femmes dans son pays, l'écrivaine albanaise Diana Culi écrit en substance ceci: «Ce qui figure dans le Kanun (droit coutumier albanais), à savoir que les femmes sont égales aux bêtes de somme, est toujours valable aujourd'hui. En effet, la mentalité des souteneurs, ces animaux à visage humain, n'a pas évolué: ils ne se contentent pas d'exploiter les femmes et les jeunes filles, ils vont jusqu'à tuer leurs victimes lorsqu'elles tentent de s'enfuir.»

L'émigration, un phénomène récent en Albanie, ne fait qu'aggraver la situation. L'absence des hommes facilite grandement la tâche des proxénètes albanais. Pour recruter leurs victimes, ils recourent à différents stratagèmes: certaines femmes sont attirées par des promesses de mariage ou la perspective d'emploi, d'autres sont emmenées de force, parfois même enlevées.

Aujourd'hui, un nombre croissant de femmes albanaises veulent rompre avec les tabous et les mythes qui les ont empêchées pendant des siècles de jouir de leurs droits d'êtres humains. Des organisations non gouvernementales féministes ont largement contribué à améliorer leur statut juridique et à ouvrir le débat sur des thèmes tels que la promotion de l'égalité entre les sexes sur le plan économique, le planning familial, la violence domestique, la traite des femmes et des filles, etc. ■

*(De l'anglais)*



Shiva Voser / DDC

# Ce long voyage jusqu'à 0,4 pour cent



«Si le navigateur ne sait pas vers quel port il se dirige, aucun vent ne lui sera favorable», aurait déclaré le philosophe Sénèque. Le succès d'Alinghi a largement prouvé la justesse de sa pensée. Pour réussir, il faut avoir des objectifs. Au début des années 90, le Conseil fédéral en a fixé un pour le financement du développement: le volume des dépenses publiques consacrées à la coopération devait passer à 0,4 pour cent du produit national brut jusqu'en l'an 2000. Cet objectif n'a pas été atteint. Les «vents politiques» n'étaient pas assez favorables. En novembre 2000, le gouvernement a réaffirmé cet objectif en repoussant le délai à 2010. Les vents actuels, qu'ils soient politiques ou fiscaux, ne laissent pas présager une arrivée au port en temps voulu. Le voyage, qui aura déjà duré 18 ans, risque bien d'être prolongé à nouveau, car la mauvaise conjoncture économique aura pour effet de réduire les recettes de la Confédération. Cette hypothèse devient de plus en plus réelle. Mais il importe de ne pas perdre l'objectif de vue. Pour faire un long voyage, il est nécessaire d'emporter suffisamment de provisions, mais aussi beaucoup d'espoir, voire de foi. De plus, la persévérance est vitale tant pour les voyageurs que pour ceux qui attendent.

Au sein de la communauté internationale, la Suisse est jugée à ses actions, non pas à ses promesses. Du fait qu'elle réalise presque la moitié de son revenu national à l'étranger, elle se trouve placée dans la vitrine mondiale. Dès lors, les autres pays observent comment nous appliquons la solidarité que nous prônons et comment nous assumons nos responsabilités. Certes, les regards extérieurs, à eux seuls, ne sont guère blessants. Et si d'aucuns secouent la tête en silence, on ne les entend pas depuis chez nous. Cependant, il est extrêmement pénible de penser au nombre de gens que nous pourrions secourir si nous nous donnions les moyens d'atteindre l'objectif fixé.

De par le monde, 300 millions d'enfants ne mangent pas à leur faim. Le Programme alimentaire mondial de l'ONU assure l'alimentation de 15 millions d'enfants scolarisés. Il suffit d'environ 30 centimes par jour pour nourrir un enfant et lui donner ainsi les moyens d'accomplir son apprentissage scolaire. On sait que l'éducation et la formation

sont le meilleur investissement pour l'avenir des enfants. Nul ne pourra leur voler ce qu'ils portent dans leur tête et dans leur cœur. L'éducation, c'est en quelque sorte l'espoir de meilleures perspectives d'avenir, une aide à l'autopromotion. Imaginons ce que chaque million de francs supplémentaire pourrait changer dans ce seul domaine: l'alimentation de 10000 enfants de plus serait garantie pendant une année!

Pour économiser, il faut renoncer à certaines dépenses. Nous ne pouvons bien sûr pas dépenser plus que ce que nous avons, mais faisons-nous vraiment tout notre possible pour économiser là où il le faut? D'autres ne nous poussent-ils pas à regarder notre propre image dans un miroir, afin que le cri sourd des plus démunis ne nous parvienne plus? Mon travail m'amène à rencontrer de nombreuses personnes vivant dans la pauvreté et dans la misère. C'est à chaque fois un coup au cœur. Je ne puis m'habituer à cette douleur et n'occulterai jamais le message qu'elle porte en elle. Il m'arrive souvent de serrer la main de pauvres gens: ils s'agrippent rarement, ils communiquent de la force et de la chaleur. Et une grande dignité se lit dans leurs yeux, malgré la faim. Nous ne pouvons admettre que des peuples entiers soient réduits à la mendicité. Des millions d'êtres humains réclament une chance de prendre leur destin en main. Cette demande doit être entendue. Certes, nous ne pouvons pas tous les aider, mais nous devons utiliser toutes nos possibilités pour leur donner cette chance. Il est sans doute plus facile d'économiser sur le dos des plus pauvres que dans d'autres secteurs. Mais est-ce juste? Ces gens peuvent-ils s'exprimer? Sont-ils en mesure de défendre leurs intérêts? Ne devrions-nous pas être plus attentifs à leur sort? Ils nous en seront reconnaissants. L'espoir ne doit pas être leur seule et unique chance. ■

Walter Fust  
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

# Aide juridique aux paysans

La réforme agraire de 1996 a institué la propriété foncière privée au Kirghizistan, conférant de nouveaux droits aux paysans qui travaillaient jadis dans les kolkhozes. Pour que ces droits n'existent pas uniquement sur le papier, un service de consultation juridique, soutenu par la DDC et l'USAID, propose son aide à la population rurale. De Claudia Kock\*.



Claudia Kock (2)

## Les prestations du LARC

Le service de consultation juridique propose ses services à des individus et à des groupes de personnes. Il convie régulièrement les paysans, les responsables politiques ou les avocats à des séances d'information qui portent sur des thèmes spécifiques, comme les questions de propriété, de coopération (notamment dans le domaine de l'utilisation de l'eau) et la fiscalité. Son aide peut comprendre la préparation de documents ou une médiation en cas de litige. Lorsqu'ils assument une représentation juridique, les avocats du LARC défendent les intérêts de leurs clients auprès d'autres citoyens, auprès d'institutions, et cela aussi bien devant les tribunaux qu'en dehors du cadre judiciaire.

Aravan, à trois quarts d'heure de route d'Osh, se situe dans la partie kirghize du Ferghana, cette vallée fertile au cœur de l'Asie centrale où se rejoignent le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Venues des « montagnes célestes », les eaux du fleuve Syr Daria alimentent un vaste réseau d'irrigation. Partout où celui-ci permet une agriculture intensive, la terre produit du coton, des grenades, des abricots, du blé, etc. À la rue Karl-Marx, une vingtaine de paysans des environs d'Aravan attendent leur tour dans les locaux du LARC, le service de consultation juridique soutenu par la DDC et par l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Ils racontent leurs expériences.

## Un demi-hectare enfin récupéré

Atantaj Ajtjiev, 70 ans, porte le chapeau de feutre des Kirghizes. Ce chef de famille évoque avec fierté ses neuf enfants et 21 petits-enfants. Au bénéfice d'une modeste rente, il possède deux vaches, 50 chèvres et 2,5 hectares de terres sur lesquelles il cultive du blé, des tournesols et du maïs. Son bétail peut paître dans des prés appartenant à l'État. Avant le bouleversement de 1996, M. Ajtjiev travaillait

dans un grand kolkhoze nommé Congrès du parti. « Lors de la distribution des terres, ma famille n'a pas reçu tout ce qui lui revenait. Pendant cinq ans, j'ai tenté de résoudre ce problème moi-même, réclamant mon dû auprès de tous les services officiels. Je suis même allé trouver les fonctionnaires dans leurs bureaux. » Lassé de ces vaines démarches, il a fini par s'adresser au Service d'assistance juridique pour la population rurale, en abrégé LARC (Legal Assistance to Rural Citizens). Janargul Isakbaeva, avocate au LARC, a négocié avec le paysan qui s'était approprié le terrain concerné et l'a menacé d'un procès. Atantaj Ajtjiev a enfin pu récupérer un demi-hectare de terre et son rival doit lui fournir des engrais en guise d'intérêts à titre rétroactif.

Lamar Cravens, chef de ce projet dont la régie est confiée à Helvetas, en explique la raison d'être: « Le LARC a pour objectif de fournir des informations et des conseils juridiques, il doit représenter la population rurale à l'intérieur et à l'extérieur du système judiciaire. Certains paysans connaissent mal les nouveaux droits issus de la privatisation et d'autres ne font pas confiance aux tribunaux. » À

# kirghizes

l'époque de l'URSS, ceux-ci étaient réputés pour leur corruption. Il fallait payer pour obtenir justice. Le LARC s'est donné pour tâche d'aider les petits paysans à faire respecter leurs droits de manière pacifique.

Doté d'un budget de 503 000 dollars, le projet a été lancé en 2000. Aujourd'hui, il compte déjà 14 services de consultation juridique dans quatre pro-

sentations juridiques, dont deux seulement devant un tribunal.

Tadjibaj Djorojev, 64 ans, a neuf enfants et 28 petits-enfants. Jusqu'en 1996, il était conducteur de tracteur dans le kolkhoze Lénine, où un millier de familles cultivaient 500 hectares de coton. Aujourd'hui, il reçoit une petite rente et possède un peu de terres. Sa fille de 26 ans, divorcée et mère d'un



vinces kirghizes et leur nombre devrait passer à 21. Contrairement aux États voisins, le Kirghizistan a décidé dès 1996 de privatiser les terres possédées par les kolkhozes et les sovkhoses à l'époque soviétique. Depuis lors, 75 pour cent des terres ont été distribuées à la population tandis que l'État en a conservé 25 pour cent en réserve.

## Dépossédée par le divorce

Le moratoire de cinq ans imposé à la vente des titres fonciers a expiré à la fin de 2001. Désormais, les terrains se négocient donc sur le marché libre. Et comme ils ne sont nulle part aussi rares et aussi précieux que dans la vallée de Ferghana, densément peuplée, des luttes pour la terre et pour l'eau sont inévitables. Janargul Isakbaeva, qui travaille au LARC d'Aravan, remarque que 74 pour cent de la clientèle sont recommandés par d'anciens clients satisfaits. «Les paysans sont heureux de disposer d'un service où leurs droits sont reconnus.» La juriste centre ses efforts sur trois groupes cibles: paysans, responsables politiques et avocats. Elle livre avec fierté le bilan de ses huit premiers mois d'activité: 500 clients, 400 consultations et 37 repré-

enfant, est revenue vivre chez lui il y a deux ans. En se séparant de son mari, elle avait été privée de la parcelle qui lui revenait, soit 0,08 hectare. M. Djorojev résume ce litige: «L'ex-mari restait propriétaire de l'ensemble du terrain. Mais ma fille ne voulait ni lui donner ni lui vendre sa part. Elle voulait récupérer cette terre pour la cultiver elle-même, car elle n'a pas de travail.» Là encore, l'intervention du LARC a suffi. Janargul Isakbaeva a établi les droits de la femme et négocié avec l'ex-mari, qui a fini par rendre le terrain. «Un géomètre-arpenteur est venu faire des mesures, il a délimité le terrain, puis la parcelle de ma fille a été inscrite au registre foncier. Maintenant, elle a même un document qui atteste son droit de propriété», se réjouit le père. ■

*\* Claudia Kock Marti est rédactrice au quotidien «Südosstschweiz» et déléguée régionale de Dialogue Nord-Sud dans le canton de Glaris*

*(De l'allemand)*

## Réforme agraire et bonne gouvernance

Selon le chef de projet Lamar Cravens, beaucoup d'erreurs ont été commises lors de la privatisation des terres au Kirghizistan. Certaines des parcelles attribuées n'ont aucun accès à l'eau, des titres de propriété ont été distribués à double; dans d'autres cas, des gens sont restés les mains vides alors qu'ils étaient parfaitement en droit de recevoir un lopin de terre. Jusqu'ici, les personnes s'estimant lésées par la répartition constituaient un cinquième de la clientèle du LARC. Mais le statut juridique des associations de paysans occupe une place croissante dans ses activités. Le LARC favorise la réforme agraire et la bonne gouvernance: il se définit comme un projet qui fournit un appui juridique objectif et de bonne qualité à la population rurale, tout en veillant à faire appliquer le droit de manière juste, cohérente et impartiale par les responsables et par les avocats.

# Des routes pour l'avenir

Le royaume du Népal, dans l'Himalaya, est le pays le plus pauvre d'Asie du Sud. La majorité de la population vit isolée dans les montagnes de l'arrière-pays, où les voies de communication sont rares. La DDC soutient la construction de routes qui permettront aux habitants d'accéder plus facilement aux marchés, à la formation, aux centres de santé, à l'emploi et aux revenus.

## Quota de travailleuses

Le programme népalais District Roads Support Programme (DRSP) a été lancé en 1997. Au cours d'une première étape, qui a pris fin en été 2002, il a permis de construire 170 km de routes régionales. La deuxième étape porte sur 300 km et doit durer jusqu'en 2006. Elle bénéficie d'un budget de 9,5 millions de francs, dont 2,3 millions sont pris en charge par le gouvernement népalais. Les travaux doivent impérativement prendre en compte les couches les plus démunies de la population. D'autre part, au moins 30 pour cent de la main-d'œuvre doit être féminine. Les conditions d'engagement sont identiques pour les hommes et pour les femmes.

## Atténuer les tensions sociales

Le passé récent du Népal est marqué par une grande instabilité politique et un activisme croissant des rebelles maoïstes. Toutefois, ce contexte difficile nuit relativement peu au déroulement du projet. Le programme de la DDC et surtout le DRSP devraient d'ailleurs contribuer à apaiser le conflit : les tensions sociales peuvent être atténuées par un travail actif mené à la base, ainsi que par les possibilités d'emplois et de revenus qu'engendre la construction de nouvelles infrastructures.



Max Lehmann / DDC

(bf) Lorsque Sangeeta Shrestha quitte la capitale, Katmandou, pour se rendre à son travail, elle prépare ses bagages pour plusieurs jours. La «clientèle» de cette politologue et travailleuse sociale de 41 ans se trouve en effet là où vit la majeure partie de la population népalaise : dans les vallées de l'arrière-pays, qui ne sont souvent accessibles qu'à pied, par des chemins empruntant de vertigineux ponts suspendus. Cette région connaît la croissance démographique la plus rapide du Népal. C'est aussi là que la pauvreté est la plus répandue. Étant donné l'inexistence de voies de communication dignes de ce nom, les habitants n'ont guère accès aux marchés, à la formation et aux centres de santé. Ils ne disposent pas d'infrastructures fiables en matière de transport et de communication. Leurs possibilités d'emploi et de revenus sont très limitées. Cette situation entrave le développement économique et social.

## Participation de la population

Sangeeta Shrestha travaille pour le programme d'appui aux routes régionales (District Roads Support Programme, DRSP), cofinancé par la DDC. Elle ne se rend pas sur place uniquement pour

intéresser la population locale à la construction de routes, mais aussi pour l'inciter à participer directement au projet et pour en présenter les bienfaits sociaux dans les communes. Selon elle, ces bienfaits vont «de la création d'institutions locales à la prévention du sida, en passant par la promotion de l'égalité entre hommes, femmes et enfants ou encore l'entretien des routes». Pour la DDC, il était d'emblée extrêmement important que ce projet réponde en priorité aux besoins de la population locale. «Les moyens sont limités et doivent être investis là où la population fait preuve d'un maximum d'initiative», explique Werner Wirz, responsable de la DDC pour le secteur du transport au Népal. Engagée depuis des années dans le DRSP, Sangeeta Shrestha en perçoit déjà les premiers effets : «Outre le développement réjouissant des communes, des progrès notables ont été enregistrés au niveau de l'alphabétisation, surtout celle des filles. De plus, la position des femmes dans la société s'est nettement améliorée, essentiellement en raison de leur participation aux travaux de construction.» ■

(De l'allemand)

**Nouvelle cheffe du personnel**

(bf) Depuis le 1<sup>er</sup> février, Sybille Suter Tejada dirige la division du personnel de la DDC. Elle est également devenue membre de la direction. Avant d'entrer en 1991 au service juridique de la DDC, où elle a été collaboratrice scientifique puis suppléante du chef de section, cette juriste avait travaillé au service des recours du Département fédéral de justice et police. Elle avait également occupé un poste d'assistante au séminaire de droit public de l'Université de Berne. Sa carrière au sein de la DDC a conduit Mme Suter, 45 ans et mère de deux enfants, à passer quatre ans au bureau de coopération de Lima, en tant que coordinatrice suppléante. De retour en Suisse, elle a été chargée de programme et cheffe adjointe de la section Amérique latine. Il y a deux ans, elle a repris la direction du projet visant à élaborer une nouvelle

stratégie du personnel pour la DDC, puis à la mettre en œuvre. Ce projet constitue d'ailleurs l'une des priorités de la nouvelle cheffe du personnel: «J'entends appliquer les instruments de la planification et du développement stratégiques concernant le personnel, afin que les bonnes personnes se trouvent au bon endroit et au bon moment.»

**Une semaine d'août dédiée à l'eau**

(ll) Depuis des années, la capitale suédoise accueille en août la Semaine mondiale de l'eau. Organisée par l'Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI), elle est fixée cette année du 10 au 16 août et aura pour thème la sécurité dans les bassins versants, plus précisément l'équilibre entre production, commerce et utilisation de l'eau. Divers ateliers se pencheront sur des aspects spécifiques d'une gestion

durable de l'eau. La DDC participe régulièrement à la Semaine mondiale de l'eau. Cette manifestation est l'occasion d'approfondir les connaissances dans ce domaine et de participer aux débats sur des thèmes essentiels. D'autre part, elle permet de partager des expériences avec des spécialistes du monde entier.

Pour plus de détails sur la Semaine mondiale de l'eau : [www.siwi.org](http://www.siwi.org)

**Partenaires réunis à Stockholm**

(ll) Le Partenariat mondial pour l'eau (GWP) organise sa huitième rencontre annuelle du 14 au 16 août à Stockholm, dans le cadre de la Semaine mondiale de l'eau. Ce partenariat encourage l'échange de connaissances et le partage d'expériences en ce qui concerne la gestion intégrée des ressources en eau (IWRM – Integrated Water Resource Management). Dès le début des

années 90, on a réalisé que la pénurie d'eau était imminente: la pollution chimique et organique diminue les réserves, tandis que la population mondiale ne cesse d'augmenter. L'approche fondée sur l'IWRM correspond à la stratégie de la DDC dans le domaine de l'eau. Les divers types d'utilisation de l'eau (pour la population, pour la production vivrière, pour l'environnement et les écosystèmes) doivent être intégrés dans la planification et la réalisation de programmes et de projets. La DDC, qui compte parmi les membres fondateurs du GWP, soutient financièrement ses activités et elle participera à la rencontre des partenaires.

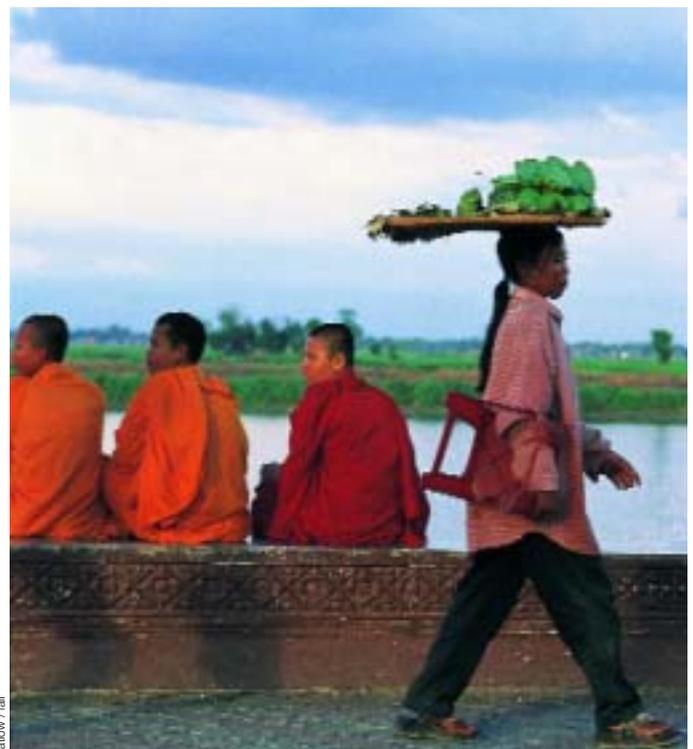
Pour des informations supplémentaires : [www.gwpforum.org](http://www.gwpforum.org)

## Au fait, qu'est-ce que la sécurité humaine globale ?

(abb) Depuis le début des années 90, on tend à utiliser le concept de sécurité pour parler non seulement de la sécurité des États mais aussi de celle des individus. C'est ainsi qu'est apparue la notion de «sécurité humaine globale». Aujourd'hui, on en distingue une interprétation étroite, limitée à la sécurité physique (*freedom from fear*), et une perception plus large, qui englobe le développement humain (*freedom from want*).

Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan est l'un des principaux promoteurs de cette nouvelle conception de la sécurité. Pour lui, vivre en sécurité, c'est «vivre dans un monde libéré de la peur, à l'abri du besoin et en harmonie avec les besoins des générations futures». Cette approche se fonde sur la dignité et le bien-être matériel, auxquels sont associés la longévité, la santé, l'application du droit, l'absence de violence ainsi que l'accès à la formation et aux ressources.

La lutte contre la pauvreté et l'atténuation de la misère, qui sont au centre des préoccupations de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, représentent donc des tâches primordiales, car elles contribuent à accroître la sécurité des individus dans les pays partenaires de la coopération internationale. Willy Brandt, ancien chancelier allemand et prix Nobel de la Paix, ne s'était pas trompé sur ce point: «La politique de développement est la politique de sécurité du 21<sup>e</sup> siècle.»



Talbot / laif

# Le salut du Mali passe-t-il



FORUM

**Le Mali – un des pays les plus pauvres du monde – a beaucoup de retard à rattraper s’il veut profiter des technologies de l’information, au même titre que les pays industrialisés. Mais en a-t-il vraiment besoin et pour quoi faire? Coup d’œil sur le fossé numérique. De Claudio Zemp\*.**

L’hôpital du Luxembourg se trouve dans le quartier Hamdallaye, à l’est de la capitale Bamako. On l’atteint par les habituelles ruelles cahotantes et poussiéreuses. Le déplacement en taxi secoue encore plus que d’habitude car la Renault 12, vieille de trente ans, vient de perdre le dessous de son tableau de bord et depuis, l’accélérateur ne réagit plus que par intermittence... Le chauffeur reste décontracté et évite avec adresse groupes d’écoliers, moutons errant en liberté, nids de poules et tas d’ordures encombrant le chemin.

Passés le portail en fer et un gardien assoupi, on se trouve dans la cour, et déjà à moitié dans l’hôpital. Aucune porte, aucune odeur médicale. Juste au

coin du mur peint en vert, un simple rideau nous sépare de la salle d’opération. Assis sur un banc, trois femmes et un homme en habits colorés attendent avec des visages soucieux. En face, un homme enturbanné prie sur son tapis. Une vieille chaise roulante semble abandonnée dans le couloir.

## **Cours et consultations à distance**

Rien ne laisse supposer que l’on va trouver là le cœur technique du projet de télémédecine Keneya Blown. On arrive pourtant dans une petite pièce climatisée où clignotent, derrière des rideaux blancs, les lampes témoins d’un serveur high-tech. À côté, les yeux brillants du jeune médecin Cheik Oumar

# par le cyberspace ?

Bagayoko, qui présente ses appareils: une caméra numérique, une caméra documentaire et un ordinateur avec un écran plat, sur lequel apparaît la page d'accueil: [www.keneya.org.ml](http://www.keneya.org.ml). Ce site Internet est une salle de cours virtuelle, qui permet aussi de faire des consultations à distance. Ainsi, la petite Fanta de Bamako, qui est hydrocéphale, a pu se faire ausculter par un neurochirurgien de Genève. Une fois par mois, les étudiants en médecine peuvent suivre un cours à distance, donné en alternance par des experts de Genève et du Mali. Cet échange numérique profite aussi aux étudiants suisses: cela leur donne l'occasion d'examiner des syndromes qui ont disparu de longue date dans leur région. «La télémédecine est la médecine des pauvres», s'enthousiasme Cheik Oumar Bagayoko, coordinateur exécutif suppléant. Pour lui, le but est d'ouvrir l'immense potentiel de ce dictionnaire virtuel de la santé à tous les hôpitaux, dispensaires et pharmacies du Mali. Il suffit pour cela d'un raccordement à Internet. «Et les coûts de la santé diminueraient», ajoute M. Bagayoko, qui travaille bénévolement comme tous les collaborateurs impliqués dans ce projet.

## Des problèmes plus urgents

«La télémédecine?» Le ton d'Aminata Traoré est manifestement sarcastique. L'ancienne ministre de la culture du Mali me reçoit au Djenné, centre culturel et maison d'hôtes à Bamako. «Combien d'étudiants en médecine n'ont ni bourse, ni manuels, ni instruments de travail? Combien de malades ont accès à des soins élémentaires et aux médicaments de base?»

Les technologies de l'information sont l'un des sujets favoris de cette opposante énergique à la mondialisation. Internet pour tous? «Les Maliens ont des problèmes bien plus urgents à affronter», estime Aminata Traoré. Elle préfère envisager des solutions simples, maîtrisables également par la majorité de la population, non alphabétisée. Auteure très sollicitée et souvent en voyage, elle apprécie les avantages du courrier électronique et du téléphone mobile, mais se rebiffé lorsqu'on les pré-



Toni Lindeyer / DDC

sente comme des baguettes magiques contre la pauvreté. Les bénéfices réalisés sur la vente d'appareils et de services prennent le chemin du Nord, remarque-t-elle. Le Mali est perdant sur toute la ligne, il y laisse même une part de son identité et de son indépendance. Mme Traoré se montre très sceptique à l'égard du Sommet mondial sur la société de l'information, organisé par l'ONU en décembre 2003 à Genève: «Avec le sida, l'analphabétisme et la faim qui sévissent dans notre pays, on peut se demander si ce sommet est vraiment une priorité.» D'autres signes du progrès, comme la voiture, la radio ou l'électricité, n'ont pas eu besoin d'une telle conférence pour se répandre. On va créer artificiellement une demande d'ordinateurs.

## Le rêve de Benjamin

Benjamin Poudiougou se moque bien de savoir d'où vient ce besoin: ce qu'il désire par-dessus tout, c'est un téléphone mobile. Cet étudiant en droit gagne sa vie comme guide touristique dans son village natal de Sangha, en pays dogon. Sur la place, il y a une antenne et une cabine téléphonique. C'est le seul téléphone pour 52 villages et plus de 20000 habitants. La grande majorité des Dogons s'en accommodent très bien. Avec ou sans téléphone, ils doivent arroser tous les jours leur champ d'oignons, en transportant l'eau du puits jusqu'au champ. Et quand elles vont au marché, les femmes ont l'habitude de marcher trois heures sur des chemins caillouteux et abrupts, une cruche de bière de mil sur la tête.

Pour Benjamin Poudiougou et ses collègues, les choses se présentent un peu autrement: pendant les heures d'ouverture de la cabine (le gardien est absent la nuit, à midi et le week-end), les guides font



Irene Balmier



Rhoadri Jones / Panor Pictures

### Le fossé numérique

L'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication est très inégalement réparti entre nations industrialisées et pays en développement. Et le fossé n'a fait que se creuser davantage avec Internet. Environ 513 millions de personnes (8,3% de la population mondiale) utilisaient la Toile en 2001. Les deux tiers d'entre elles vivaient en Amérique du Nord et en Europe occidentale, un quart en Australie ainsi qu'en Asie de l'Est et du Sud-Est. Loin derrière, l'Amérique latine et l'Afrique représentaient respectivement 5,2% et 1% des internautes. Par ailleurs, si l'on considère la proportion de la population qui dispose d'un accès à Internet, elle est de 59,1% en Amérique du Nord, de 30,5% en Europe occidentale, de 4,7% en Europe de l'Est et de 0,6% en Afrique.

### Sites Internet intéressants

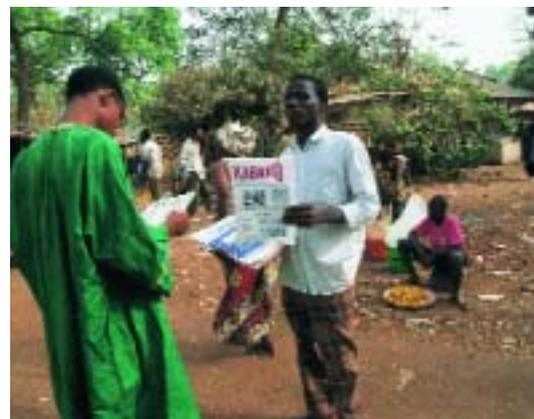
[www.kenya.org.ml](http://www.kenya.org.ml)  
le projet de télé-médecine Kenya Blown au Mali

[www.geneva2003.org](http://www.geneva2003.org)  
le Sommet mondial sur la société de l'information, en décembre 2003

la queue pour établir des contacts avec clients, agences de voyages et hôtels. Les habitants de Sangha sont eux-mêmes difficilement atteignables par téléphone. En effet, il ne suffit pas que la communication passe; encore faut-il que le correspondant demandé se trouve dans les parages et que la ligne soit encore libre une fois qu'on l'a trouvé. Un téléphone mobile faciliterait énormément la vie de Benjamin Poudiogo, quoiqu'il n'ait pas les moyens de s'en acheter un. D'ailleurs, tous les numéros disponibles pour le Mali ont été attribués depuis longtemps. Beaucoup de gens attendent à Bamako depuis des mois un second opérateur dont l'arrivée sur le marché est constamment reportée. La filiale de France Télécom ne donne aucune information et le bruit court qu'elle a des difficultés avec la mise en place de son réseau. Sa concession, obtenue au prix fort, l'oblige à couvrir les cinq principales villes du Mali en l'espace d'une année.

### Flirter sur Internet et piler le mil

Même Tombouctou, la cité du désert dans le nord



Betty Press / Panor Pictures

du Mali, autrefois inaccessible aux Européens, est reliée au réseau mondial depuis 2001. Le Télécentre communautaire polyvalent (TCP) se trouve sur la seule route goudronnée de la ville. Sur cet axe qui relie le port fluvial et l'aéroport, on voit davantage de chameaux et d'ânes lourdement chargés que de voitures. Juste en face de l'entrée du TCP, une femme pile du mil dans son mortier, entre les murs nus d'une maison inachevée.

Pour les touristes à Tombouctou, le TCP est un simple cybercafé, comme il en existe déjà des dizaines à Bamako. Et peut-être une oasis de repos qui protège contre les petits mendiants, l'insistance des vendeurs de bijoux et la chaleur du désert. Mais le TCP offre aussi des cours d'informatique aux autochtones et produit un petit magazine bimensuel en couleurs. Car les journaux n'arrivent guère jusqu'à Tombouctou.

Les jeunes Maliens qui peuvent se l'offrir ne se contentent pas d'utiliser Internet pour les affaires. Ils aiment aussi les sites de rencontres, comme [www.amour.fr](http://www.amour.fr). Un plaisir onéreux: une heure de surf coûte 1000 francs CFA (environ 2,50 francs suisses). La majorité des Maliens vivent plusieurs jours avec cette somme. C'est aussi le prix d'une consultation médicale au dispensaire local. ■

\* *Claudio Zemp, journaliste, a travaillé deux mois au journal malien «L'Essor»*

(De l'allemand)

# Une idée profondément destructrice

Il y a quelques mois, Rajnikant, un acteur très populaire dans le sud de l'Inde, a annoncé qu'il verserait 10 millions de roupies (environ 285 000 francs suisses) à un projet fluvial titanesque de 6000 milliards de roupies (171 milliards de francs), présenté au Parlement par le premier ministre. Les applaudissements que son geste a suscités mettent en lumière le populisme et la myopie politique avec lesquels on entreprend la plupart des projets de développement dans ce pays.

L'eau est très convoitée en Inde. Chaque année, des paysans désespérés se suicident dans toutes les régions du pays. Des émeutes éclatent. À cause de l'eau, des politiciens gagnent ou perdent des élections. Dans le sud de l'Inde, l'État du Tamil Nadu, patrie de Rajnikant, se dispute depuis trois décennies avec l'État voisin victime de sécheresse au sujet des eaux du fleuve Cauvery. Plus à l'ouest, les États du Madhya Pradesh et du Gujarat ont abouti à une impasse dans leur controverse concernant les eaux du fleuve Narmada : des avantages pour l'un entraînent automatiquement des désastres pour l'autre. Ces conflits tragiques ont une telle portée que Shekhar Kapur, cinéaste de renommée internationale, situe son prochain film *Pani* (eau en hindi) dans un

avenir apocalyptique où l'eau fait l'objet de guerres à grande échelle. Dans ce contexte, on tente de faire croire aux gens que le grand projet de réseau fluvial est un trait de génie qui garantira une distribution équitable de l'eau parmi le milliard d'Indiens. En fait, c'est l'idée la plus profondément destructrice qui ait été émise dans toute l'histoire du pays. Il s'agirait de relier dix fleuves entre eux par la construction de 40 000 km de canaux à travers 25 États ! Outre son coût astronomique et les querelles politiques qu'il va susciter, le projet mélangera les eaux glaciales de l'Himalaya avec celles des plaines de la péninsule, il changera la géographie du pays, bouleversera l'hydroécologie et inondera des terres cultivées. Ce désastre annoncé défie l'imagination. En Inde, le développement demeure une notion étrangement vague. Dans un pays où des intérêts inconciliables se côtoient, son impact et sa signification varient à chaque kilomètre. Le Mahatma Gandhi – dont l'intuition concernant le fonctionnement de son pays était infaillible – a été le premier à comprendre que le développement devait commencer par le bas, qu'il devait être local pour être efficace.

Le hic, c'est que les planificateurs officiels indiens rejettent ce

raisonnement. Malgré la faillite des grands barrages et des vastes systèmes de canaux, qui ont provoqué engorgement, salinisation et déplacements de population, ils continuent de privilégier des projets pharaoniques. Heureusement, le véritable travail se poursuit ailleurs. Il y a deux ans, Rajender Singh, un pionnier en matière de gestion de l'eau, a reçu le prix Mag-saysay. Utilisant des moyens traditionnels pour récolter l'eau (réservoirs, étangs, puits, arbres, etc.), M. Singh et sa petite équipe sont parvenus, en l'espace de quinze ans, à transformer 6500 km<sup>2</sup> de terres stériles et arides au Rajasthan en des champs durablement verts et luxuriants. Et il y en a d'autres comme lui : au Madhya Pradesh, la militante Anna Hazare a lancé un vaste mouvement populaire fondé sur la conservation de l'eau grâce à des méthodes traditionnelles. Aucune de ces initiatives ne bénéficie de l'appui ou de l'argent du gouvernement. Le véritable défi que l'Inde doit donc relever en matière de développement est de faire un immense effort d'imagination, pour passer d'un projet national démesuré et irréaliste à des projets locaux, beaucoup plus petits, mais plus efficaces. ■

(De l'anglais)



**Shoma Chaudhury**, 31 ans, vit à New Delhi. Elle est critique littéraire pour un magazine indien diffusé sur Internet. Auparavant, elle a tourné des films documentaires pour une chaîne de télévision et a travaillé comme journaliste, notamment pour *Outlook* et *India Today*, deux des journaux les plus réputés de l'Inde.





# J'existe, car tu existes

Si certains sont persuadés que la culture n'influe guère sur le développement d'un pays, d'autres pensent au contraire qu'elle peut en être le moteur. Prenant l'exemple de l'Afrique, Anita Theorell\* livre quelques réflexions sur une interaction fascinante.

«Lorsqu'un tronc meurt, les branches en font autant.» Selon ce vieux proverbe d'Afrique subsaharienne, la prospérité des branches, des feuilles et des fruits dépend de la communication entre le tronc, les racines et le sol nourricier. Un arbre creux ne donne pas de fruits. Une culture riche et pluraliste est à la base d'un développement prospère. La culture est le sol dont la société se nourrit et sur lequel elle fonde son système de valeurs, ses traditions et ses compor-

tements. Elle contient les principes moraux et éthiques de la communauté, elle inspire la conception que la société a de son propre avenir et détermine les moyens d'y parvenir. En tant qu'êtres humains, nous modelons notre culture, qui nous façonne à son tour en nous imposant ses codes. L'art, la littérature, la musique, le cinéma et le théâtre nous sont nécessaires, car ils stimulent notre imagination et alimentent nos rêves. Cela vaut pour les habitants du monde entier, hommes

ou femmes, de tous âges et de toutes classes sociales. Car seuls nos rêves peuvent devenir réalité. Le terme *ubuntu*, commun à plusieurs langues bantoues, recouvre la notion suivante : «J'existe parce que tu existes» ou «Mon identité dépend de la tienne». Si notre propre identité est floue, nous aurons de la peine à établir une relation avec autrui. Cela a des implications sur le règlement de conflits et le respect des droits de l'homme, mais aussi sur les solutions aux problèmes quotidiens.

Estime de soi, identité et dignité sont des étapes importantes vers une culture fondée sur la tolérance et sur la compréhension. Au début des années 90, des rivalités ethniques menaçaient la stabilité de la Tanzanie. Pour les conjurer, le Village Museum de Dar es-Salaam s'est mis à organiser des «Journées ethniques». Depuis, différents groupes ethniques du pays (qui en compte plus de 120) viennent y présenter à tour de rôle différents aspects de

leur culture (architecture, artisanat, nourriture, danse et musique, médecine traditionnelle, etc.). Tout en suscitant de la fierté, de la curiosité et beaucoup de compréhension, ces journées ont également rapproché les gens des villes et de la campagne.

### Culture et progrès social

De courageux musiciens, acteurs ou auteurs ont souvent été le fer de lance des luttes pour la liberté et contre l'injustice sociale. Ces artistes parlent au nom de la majorité silencieuse, ils dévoilent les rouages du pouvoir, prouvant que des changements sont possibles. Ils incitent à la réflexion et mettent le doigt sur l'injustice, l'inégalité et les problèmes quotidiens. C'est pour cela que les

de les placer face à des questions cruciales, de trouver des solutions ou des moyens pour opérer des changements. Les domaines abordés sont nombreux: violence à l'égard des femmes, délinquance juvénile, drogues, sida, menaces écologiques et justice.

Le Market Theatre Lab, une école d'art dramatique de Johannesburg, a lancé un programme qui vise à présenter des spectacles dans les townships, les camps de squatters, les hôpitaux et les écoles. Il s'agit de diffuser des informations sur le plus grand danger pour l'Afrique du Sud, le sida: son origine dans les abus sexuels d'enfants au sein de la famille, ses liens avec la prostitution des adolescents et finalement l'isolement, l'ostracisme imposé

une révision des programmes d'études. Le fait de s'être exprimées et d'avoir été écoutées leur a fait prendre confiance en elles. Et leurs résultats scolaires se sont améliorés.

### Culture et développement économique

La culture contribue souvent à atténuer la pauvreté de manière indirecte, car en favorisant la prise de conscience et l'émancipation, elle donne aux gens les moyens de modifier leurs conditions de vie. Mais elle le fait aussi directement, puisque la production de biens culturels génère des revenus. L'édition, la production de musique, de films et de vidéos, le tourisme culturel, etc. représentent un capital croissant dans nombre

des messages importants. Leur spectacle intitulé *L'eau, une goutte de vie* a été présenté dans tout le pays. Milohro recourt aux langues locales pour parler des problèmes locaux. L'École des arts visuels de Maputo propose un cours de dessin graphique d'une durée de cinq ans. Cette formation est suivie de trois mois de stage et de trois mois de préparation aux examens. Tous les étudiants trouvent un emploi immédiatement après avoir obtenu leur diplôme et les entreprises locales réclament davantage d'étudiants. L'école va compléter son offre par des modules sur la conception et l'animation de sites Internet. ■



Ulurucock / laif



Hehny / laif

puissants s'en méfient. Dans les pays en développement, les troupes de théâtre engagées dans des processus participatifs se multiplient. Elles répondent à la répartition inégale des services et des richesses entre villes et campagnes, à l'absence de dialogue entre le centre et la périphérie. Une pièce de théâtre, une chanson ou un spectacle de danse permettent en effet d'évoquer des sujets tabous. L'objectif commun de ces troupes est de sortir les gens de leur indifférence,

par les amis. Dans quelques écoles secondaires de Tanzanie, les filles ont fondé des clubs, appelés Tuseme, pour tenter de changer leur situation. Elles utilisent la création – pièces de théâtre, chansons ou œuvres d'art – pour communiquer leur point de vue sur divers problèmes. De cette façon, elles sont parvenues à faire cesser le harcèlement sexuel pratiqué par des enseignants et des garçons plus âgés. Elles ont gagné le respect des professeurs et obtenu

de pays. Il faut renforcer les institutions et les écoles qui développent les capacités professionnelles. Milohro est le nom d'un groupe de jeunes danseurs professionnels de Maputo, qui placent l'égalité et la démocratie au centre de leurs préoccupations. Ils gagnent leur vie en se produisant dans de grands hôtels, prouvant ainsi à la société et à leurs pairs que l'art peut engendrer un revenu. Mais ils tiennent surtout à utiliser la danse pour faire passer

*\* Anita Theorell vit à Stockholm et travaille comme consultante sur la place de la culture dans le développement, tant au niveau politique que pratique. Elle est spécialisée sur l'Afrique, un continent qu'elle a beaucoup visité pendant les années où elle dirigeait le service Culture et Médias de l'agence suédoise de coopération au développement (SIDA).*

*(De l'anglais)*

# L'Afrique sur les bords du Léman

Cet été, les visiteurs du Paléo Festival découvriront la vie d'un quartier typiquement africain, mis sur pied en collaboration avec la DDC. Divers stands, des conteurs et des nuits afro-disco animeront cette nouvelle place. De Beni Güntert\*.

Chaque quartier de n'importe quelle ville africaine a son propre centre. À l'heure fraîche du matin, de petits groupes d'enfants en uniforme prennent le chemin de l'école. D'autres enfants, que les parents n'ont pas les moyens d'envoyer en classe, mènent paître le petit bétail de maman, souvent à travers la cohue du trafic urbain. Dès neuf heures, le centre se transforme en cantine, où les

midis, beaucoup se reposent en prenant un verre, tandis que de jeunes beautés passent nonchalamment. L'heure de pointe, en fin de journée, est le moment privilégié des petits marchands ambulants qui vendent des rafraîchissements aux pendulaires pris dans l'embouteillage. Quand la nuit tombe, la musique des bistrotts, des artistes de rue et des discothèques couvre le bruit du trafic. En général,

la journée, et qui se transformera le soir en temple de l'afro-disco. Juste à côté, sous la tente du Dôme, on entendra les concerts donnés par des groupes célèbres et jeunes venus d'Afrique, dont le légendaire Bembeya Jazz de Guinée, le DuOud maghrébin, Daara J du Sénégal ou Mabulu du Mozambique. Les amateurs ont donc encore plus de bonnes raisons que d'habitude de venir au Paléo.

## Un autre regard sur le Sud

Pour la DDC, le partenariat avec le Paléo Festival représente une partie de sa mission. Elle entend en effet garantir à l'art et au cinéma du Sud une place équitable en Suisse, afin de façonner un autre regard sur la culture des pays en développement. Dans la même perspective, la DDC travaille également depuis plusieurs années en partenariat avec le festival Afro-Pfingsten, à



Henry / laif



Henry / laif



habitants viennent prendre leur premier vrai repas: petits gâteaux de fèves frits avec de l'igname, bananes rôties avec des cacahuètes, bouillie de maïs ou de mil avec une sauce piquante à l'huile de palme, patates douces et cuisses de poulet. Tant d'odeurs qui ouvrent solidement l'appétit. Puis les stands s'animent progressivement. Textiles, ustensiles, riz, oignons, bibles, cassettes ou carottes: on peut tout acheter et tout marchander. Dans la touffeur de l'après-

le silence est de courte durée. C'est cette ambiance urbaine qui sera bientôt recréée à Nyon (mais sans le trafic!). En collaboration avec la DDC, le Paléo Festival propose cette année un nouveau quartier appelé «Village du monde», qui sera largement ouvert sur l'Afrique. Du 22 au 27 juillet, la nouvelle place sera parsemée de stands divers et animée par des spectacles africains. Au Carrefour de la coopération, la DDC accueillera le public sous une tente où l'on dira des contes pen-

Et, bien qu'il y ait chaque jour 30 000 places disponibles, ils ont intérêt à prendre leurs billets sans tarder (renseignements et réservations: [www.paleo.ch](http://www.paleo.ch)). ■

\* Beni Güntert, collaborateur de la DDC, est chargé de promouvoir les cultures du Sud en Suisse

(De l'allemand)

Winterthour. Cette année, la manifestation se déroule du 26 mai au 11 juin. Le célèbre marché haut en couleurs du centre-ville et le programme de concerts africains dans les halles Sulzer sont complétés par un volet «Urban Africa Now» particulièrement destiné à un public jeune, qui se tient du 3 au 10 juin. Un moyen simple de se procurer des billets pour cette Pentecôte particulière: [www.afro-pfingsten.ch](http://www.afro-pfingsten.ch)

## Internet

### Archives photographiques

(bf) La Mission de Bâle possède une collection unique en son genre de 50 000 photos réalisées entre 1860 et 1945. La plupart ont été prises dans les régions où la mission était active à l'époque: Ghana, Togo, Cameroun, Inde méridionale, Bornéo, Chine méridionale. Afin que ces originaux fragiles ne restent pas un trésor réservé à quelques spécialistes – et grâce au soutien de la Fondation Christoph Merian –, ils ont été microfilmés, inventoriés, décrits avec soin et rendus accessibles sur Internet. La base de données se trouve à l'adresse [www.bmpix.org](http://www.bmpix.org). On y découvre des photos remarquablement nettes, accompagnées pour certaines de descriptions détaillées, qui constituent un bien culturel mondial, désormais à la libre disposition de tout un chacun. Une aubaine pour celles et ceux qui souhaitent se laisser emporter vers des époques et des terres lointaines.

[www.bmpix.org](http://www.bmpix.org)

### Développement durable à l'université

(bf) Quels sont les principes fondamentaux du développement durable? Comment les appliquer et quels doivent être les critères d'un tel développement? En collaboration avec des institutions partenaires, le Centre interfacultaire d'écologie générale (IKAÖ) et le Centre pour le développement et l'environnement (CDE) de l'Université de Berne offrent un programme de formation continue visant à approfondir cette problématique et les questions qui s'y rapportent. Ces cours (en allemand et en anglais) se réfèrent aux derniers acquis de la recherche scientifique et s'adressent à des professionnels au bénéfice d'une formation dans le secteur tertiaire. Milieux concernés: administration, politique, associations

professionnelles, organisations de coopération, bureaux d'études, organismes de protection de l'environnement, enseignants d'écoles secondaires et professionnelles.

*Renseignements et inscriptions: IKAÖ, Université de Berne, tél. 031 631 39 51, [www.ikaoe.unibe.ch/weiterbildung](http://www.ikaoe.unibe.ch/weiterbildung)*

### Une mine d'informations pour les écoles

(gnt) Le site Internet de la DDC offre désormais une riche palette de services destinés aux enseignants, aux étudiants et aux écoliers. À l'adresse [www.ddc.admin.ch/ecole](http://www.ddc.admin.ch/ecole), il met à leur disposition des documents, des liens intéressants, des informations diverses et les adresses d'organismes suisses spécialisés. Cet accès à des ressources éducatives concernant la politique de développement vient combler une lacune dans l'espace virtuel. Entièrement restructuré l'automne dernier, le site de la DDC est également enrichi et mis à jour en permanence dans d'autres domaines. Vous trouverez à chaque visite de nouveaux aspects des activités menées par la Suisse en matière de coopération au développement, d'aide humanitaire et de coopération avec les pays de l'Est.

[www.ddc.admin.ch/ecole](http://www.ddc.admin.ch/ecole)

### Chansons transorientales

(er) La Marocaine Sapho est peintre, romancière, mais surtout chanteuse, poétesse et compositrice. Et la musique de cette Juive séfarade, qui vit aujourd'hui entre Paris et Marrakech,



reste reconnaissable entre toutes. Elle survole les styles conventionnels, elle efface les frontières entre Orient et Occident, entre tradition et modernité. Son dernier disque *Orients*, conçu à Bagdad, Nazareth et Paris, continue sur cette lancée: exercice d'équilibre tout en finesse entre acoustique et électronique, il associe la virtuosité harmonieuse et orientale de musiciens juifs, musulmans et chrétiens – l'Orchestre de Nazareth – aux pulsions entraînantes dues à la composante occidentale du groupe. Plages sonores fascinantes et rythmes denses se marient avec bonheur. Il en émane une tristesse infinie mêlée de feu flamenco, de liberté rock, d'attaques rap, de soul R'n'B et de douceur reggae. *Sapho: «Orients» (Indépendance records - Virgin / Disques Office)*

### Mélodies des îles

(er) La magie lumineuse de l'île, dans son écrin liquide, stimule depuis la nuit des temps l'imagination et la créativité humaines. Elle vient également d'inspirer les responsables du label Network. Leur anthologie est un navire en forme de double CD qui conduit notre spleen sur 23 îles du vaste monde. On y entend en tout 34 morceaux chantés: ballades voluptueuses du pourtour de l'Afrique, musique des paysans latino-américains, âcreté du *son montuno*, chants afros lancinants et *zouk* des Caraïbes, mélodies enchanteuses et groove *sambasunda* des îles indonésiennes, harmonies envoûtantes et paysages sonores de plusieurs îles des mers du Sud. Sans oublier l'Europe, avec la poésie des bardes crétois, les polyphonies sardes et corses, ou encore l'ardeur des violons irlandais sur fond de cornemuse. C'est avec un blues aux résonances africaines, venu de l'archipel des Hébrides près de

## Éducation

## Musique

l'Écosse, que s'achève ce périple sonore auquel invitent des stars telles que Régis Gizavo, Simentera, Altan et le Septeto Nacional, entourés de nouveaux venus que les amateurs de world music auront plaisir à découvrir. «*Entre mer et ciel – Island Blues*» (Network / Musikvertrieb)

### Déclarations transnationales

(er) Cela commence par des accords subtilement planants d'accordéon balkanique, auxquels se joint une clarinette langoureuse aux accents de musique klezmer. La pulsion vitale s'installe tandis que la «*Family Lela Dé Permet*» trouve ses marques. Les membres de cette dynastie musicale, légendaire en Albanie, sont complétés par un percussionniste marocain et un trio de jazz allemand. Enfin, une douce voix féminine et sensuelle achève d'envoûter l'auditeur : elle appartient à Eda Zari, 32 ans, chanteuse d'opéra confirmée, parolière et compositrice qui se réclame sans ambiguïté de l'esthétique propre à la culture musicale séculaire de l'Albanie. Cette profession de foi se reflète dans le titre de son deuxième album, *Statement* (déclaration). D'ailleurs, ce recours à l'anglais convient bien à la fonction officielle d'Eda Zari, qui porte le titre d'ambassadrice culturelle de l'Albanie. Mais ses déclarations, elle les fait dans sa langue nationale aux sons étranges et mélodieux. Eda Zari : «*Statement*» (Intuition / Phonag)

### Un bout de terre sur le fleuve

(dg) Au milieu du fleuve Tetulia, au Bangladesh, l'accumulation d'alluvions a formé des îles, appelées *chars*. Des paysannes sans terres ont occupé 22 de ces *chars*, où elles vivent aujourd'hui avec leurs familles dans des conditions très modestes. Elles se sont organisées au sein du mouvement Kisani Sabha. Tel est égale-



ment le titre d'un film qui nous fait découvrir avec poésie et sensibilité ces femmes pleines d'humour et d'assurance, de même que leur pays. Les habitantes des *chars* parlent avec aisance, ouverture et clarté de leur vie quotidienne, des problèmes particuliers rencontrés par les femmes pauvres au Bangladesh. Elles évoquent le combat qu'elles ont mené avec succès pour obtenir un morceau de terre.

Ulrike Schaz : «*Kisani Sabha*», Allemagne 2001, documentaire, 60 minutes (version courte), VO bengalie, sous-titrée en français, dès 16 ans. Distribution / vente : Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, info@lausanne.globaleducation.ch; Cinédia, tél. 026 426 34 30, cinedia@bluewin.ch. Informations : Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmceinewelt.ch

### Sens unique vers la mondialisation

(bf) Longue de 1300 kilomètres, la Karakorum Highway (KKH) relie Islamabad à Kachgar, en Chine, en passant par le col de Khunjerab qui culmine à plus de 5000 mètres. La construction de cette route a permis de décloisonner toute une région montagneuse jusque-là très isolée, en la reliant directement à la plaine. Dans un documentaire riche à la fois d'informations et de thèmes de réflexion, Gabriela Neuhaus et Angelo Scudeletti montrent les bouleversements économiques et sociaux que la KKH a engendrés pour les populations des territoires qu'elle traverse.

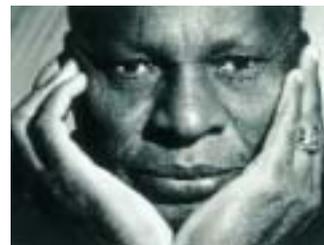
Cette artère vitale a ouvert de nouvelles possibilités : arrivée de touristes et de farine bon marché, cybercafés ou idées commerciales. Mais elle a aussi créé de nouvelles dépendances. Le principe de l'autarcie a pratiquement disparu, les autochtones sont tributaires des produits alimentaires en provenance de la plaine. Pas moyen cependant de faire marche arrière, car la route vers la mondialisation est à sens unique. Ce film raconte avec sensibilité comment les riverains s'accommodent de cette situation, il dévoile les espoirs et les craintes que suscite la KKH. «*Die Karakorum-Strasse: Highway ins 21. Jahrhundert*», en allemand et en anglais, peut être obtenu au moyen du coupon ci-joint

### Un investissement pour l'avenir

(vuc) La coopération basée sur le partenariat avec les pays du Sud et de l'Est crée le cadre indispensable d'un développement durable ; elle est un investissement pour l'avenir. La DDC s'y emploie. Une brochure intitulée *DDC – Partenariats pour l'avenir* décrit les activités et les principes de la DDC. Elle explique pourquoi l'engagement de la Suisse est plus sollicité que jamais. On peut la commander auprès de : DDC, Médias et communication, tél. 031 322 44 12, info@deza.admin.ch, ou au moyen du bulletin de commande ci-joint. La brochure existe en version française, allemande, italienne, anglaise et espagnole.

### Destins d'enfants

(bf) L'écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma, né en 1927, est devenu dès son premier roman *Les Soleils des indépendances* (1968) une des grandes voix de la littérature africaine. Son dernier ouvrage, *Allah n'est pas obligé*, raconte la vie d'enfants-soldats en Afrique. Selon



les estimations de l'Unicef, un demi-million de mineurs sont aujourd'hui utilisés par des forces militaires surtout en Afrique, mais également en Asie et en Amérique latine. Ahmadou Kourouma, qui s'est toujours considéré comme un écrivain politiquement engagé, a eu de nombreux entretiens avec des enfants-soldats africains – souvent à l'aide d'interprètes et de psychologues – pour comprendre leur monde. À travers leurs mots, il décrit de manière impressionnante et sans détours ces destins sacrifiés.

Ahmadou Kourouma : «*Allah n'est pas obligé*», Seuil, Paris, 2000

### Le pouvoir par l'or bleu

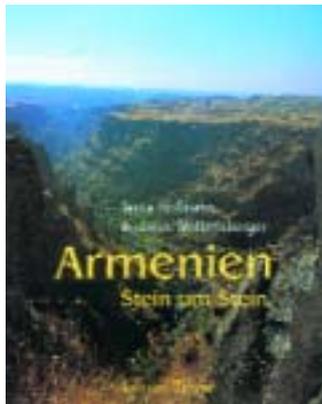
(bf) L'eau devient toujours plus un instrument de pouvoir. Dans un ouvrage intitulé *La Guerre de l'eau*, la physicienne et écologiste indienne Vandana Shiva examine les causes et les conséquences de la raréfaction de l'or bleu. Elle aborde cette problématique sous des angles très divers, comme la propriété de l'eau, les changements climatiques et les catastrophes écologiques, ou encore les liens avec la religion, à l'exemple du Gange, fleuve sacré. La question du pouvoir donné par l'eau est illustrée par la construction de barrages et les déplacements de populations. Ce livre éclaire le rôle joué par la Banque mondiale et l'OMC dans le domaine de l'eau. L'auteur expose cette vision d'avenir : transformer la rareté en richesse grâce à une politique de l'eau axée sur la durée. Vandana Shiva : «*La Guerre de l'eau*», Éditions Parangon, Lyon, 2003

## Migration

*La Suisse et le monde*, revue publiée par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), présente des thèmes actuels de la politique extérieure de la Suisse. Elle paraît quatre fois par an, en trois langues (français, allemand et italien). Le dossier du n° 3, qui sera publié fin juin, aborde le thème de la migration. Qui sont les migrants? Pourquoi prennent-ils le chemin de l'exil? À qui profite la migration? Quels problèmes ce phénomène pose-t-il? Quelles solutions peuvent être envisagées? Dans son dernier numéro paru en avril, *La Suisse et le monde* a fait une large place au thème de la société civile. *Souscription gratuite d'un abonnement*: «*La Suisse et le monde*», c/o Schaefer Thun AG, Industriest. 12, 3661 Uetendorf  
ou [druckzentrum@schaerthun.ch](mailto:druckzentrum@schaerthun.ch)

## Abondance de pierres

(bf) La légende veut que Dieu, au moment de répartir les terres entre les peuples, ait oublié les Arméniens. Quand ceux-ci se sont plaints, l'Éternel a secoué avec regret le sac qui avait contenu de la bonne terre. Et il n'en est tombé que des cailloux, qui sont devenus la patrie aride des Arméniens. Ils l'appellent Hayastan, un mot qui rime avec Karastan: le pays des pierres. Cette abondance de cailloux est une malédiction pour les paysans et une bénédiction pour les travailleurs du bâtiment. Dans un livre intitulé *Armenien – Stein um*



*Stein*, l'historienne et sociologue allemande Tessa Hofmann raconte le passé et le présent de ce petit pays au cœur d'une région de montagnes. L'ouvrage est illustré par le photographe Andreas Wolfensberger. *Tessa Hofmann et Andreas Wolfensberger*: «*Armenien – Stein um Stein*», en allemand seulement, Édition Temmen, Brême

## Genre et mondialisation

(jls) La libéralisation de l'économie mondiale transforme les rapports sociaux de genre. Les effets qu'elle produit sont-ils positifs ou négatifs pour les femmes des pays en développement? Cette question a été largement débattue lors d'un colloque international organisé en janvier 2002 à Genève par l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd). Les débats ont montré que la réponse devait être nuancée. Selon les situations et les époques, certaines femmes sont victimes de la mondialisation et d'autres en profitent. L'iuéd a publié, avec le soutien de la DDC, un ouvrage

qui regroupe les interventions des conférenciers dans leur langue originale. D'autre part, les réflexions de ce colloque ont alimenté un nouveau numéro de la collection francophone «*Cahiers genre et développement*». «*Économie mondialisée et identités de genre*», textes réunis par Fenneke Reysoo. Disponible gratuitement au Service des publications de l'iuéd, tél. 022 906 59 50, fax 022 906 59 53, mail: [publications@iued.unige.ch](mailto:publications@iued.unige.ch). *Les actes du colloque se trouvent également sur Internet*: [www.unige.ch/iued/new/information/publications/pub\\_col\\_preiswerk.html](http://www.unige.ch/iued/new/information/publications/pub_col_preiswerk.html) «*Genre, mondialisation et pauvreté*», dirigé par Christine Verschuur avec Fenneke Reysoo, *Cahiers genre et développement* n° 3, L'Harmattan, Paris, 2002. Prix: 23 euros

## Message en abrégé

(jls) Le Conseil fédéral a approuvé le 20 novembre 2002 un message sur «*la continuation du financement des mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération au développement*». Il propose au Parlement l'ouverture d'un crédit de programme de 970 millions de francs, qui permettra de souscrire à de nouveaux engagements pendant une période de cinq ans au moins. Un abrégé du message a été publié par le Secrétariat d'État à l'économie (seco), chargé de mettre en œuvre ces mesures. La coopération économique et commerciale représente 15 pour

cent de l'aide publique suisse au développement. *L'abrégé est disponible en allemand, français et italien. Il peut être obtenu gratuitement auprès du seco, Développement et transition, tél. 031 322 56 56, mail: [info-et@seco.admin.ch](mailto:info-et@seco.admin.ch)*

## Les échecs du néolibéralisme

(bf) Pourquoi la plupart des pays africains figurent-ils parmi les plus pauvres de la planète? Pourquoi l'Argentine est-elle en faillite? Pourquoi l'ouverture de la Chine est-elle une réussite économique alors qu'un capitalisme sauvage sévit en Russie? La mondialisation néolibérale est un échec parce que truffée de règles iniques et vecteur de disparités: telle est la réponse de Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001, ancien conseiller économique du président Clinton, puis économiste en chef de la Banque mondiale, actuellement professeur à l'Université Columbia de New York et virulent critique de la mondialisation néolibérale. Dans son ouvrage *La grande désillusion*, écrit dans un langage simple et clair, Joseph Stiglitz montre à travers de nombreux exemples venus du monde entier que les théories en vogue sur la libéralisation ne sont pas applicables dans la pratique. *Joseph Stiglitz*: «*La grande désillusion*», Éditions Fayard, Paris, 2002

## Impressum

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

## Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

## Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)  
Catherine Vuffray (vuc)  
Barbara Affolter (abb)  
Joachim Ahrens (ahj)  
Fabrice Fretz (frf)

Sarah Grosjean (gjs)  
Barbara Hofmann (hba)  
Beat Felber (bf)

## Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf-production)  
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)  
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

**Graphisme** : Laurent Cocchi, Lausanne

**Photolitho** : Mermod SA, Lausanne

**Impression** : Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

## Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

## Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de: DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail: [info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch) [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

88896

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

**Tirage total** : 59 000

**Couverture** : Jörg Böthling / agenda

Dans le prochain numéro :

**Pleins feux sur la région du Mékong: la transition délicate vers l'économie de marché au Viêt-nam, au Laos et au Cambodge, la lutte contre la pauvreté, l'engagement de la Suisse et un regard vers l'avenir**



Shafiq Fakke / I&I